

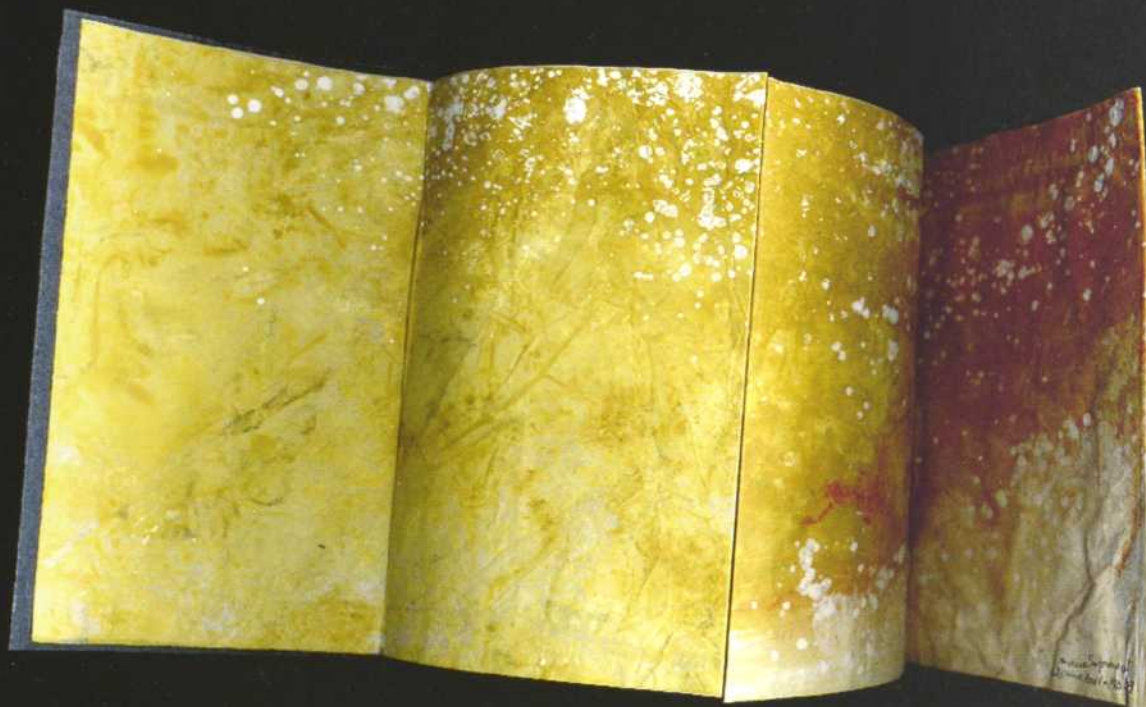
70 ans
DE REGARD PERÇANT

Relations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 750

août 2011



Lire délivre

Parcours d'une lectrice engagée

Les promesses et périls du numérique

Les chefs d'État et la lecture

Repérer son noyé et le hisser dans sa barque

Livres sacrés

Carnet de Brigitte Haentjens: Rencontres essentielles

Louise Warren: Lire, revenir à soi, scintiller!

5,50 \$



ARTISTE INVITÉE :
MARIE SURPRENANT

ReLations

NUMÉRO 750, JUILLET-août 2011

70 ans
DE REGARD PERÇANT

ACTUALITÉS

4

HORIZONS

Ne sont-ils pas des êtres humains?

Victor Codina, s.j.

9

LE CARNET

DE BRIGITTE HAENTJENS

Rencontres essentielles

10

JE SUIS DE CE MONDE

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Lire, revenir à soi, scintiller!

Louise Warren

28

AILLEURS

Le développement industriel de l'Argentine

Gustavo Dans

30

REGARD

Les JM: une Église au cœur de la jeunesse?

Sylvain Lavoie

32

Depuis des années et soudain

Nancy R. Lange

34

70 ANS DE RELATIONS

Relations au féminin

Ginette Boyer

35

CONTROVERSE

Quels accès publics avons-nous aux plans d'eau?

Léonce Naud

Karen Reshkin

36

37

EN BREF

38

MULTIMÉDIAS

39

LIVRES

40

Couverture: Marie Surprenant, *Le livre du voyageur* n° 39, 2001, livre d'artiste, huile sur papier, 62 x 13 cm

dossier

LIRE DÉLIVRE

L'été offre des plages de temps précieuses pour lire, se captiver pour de fascinantes intrigues ou se plonger dans des œuvres profondes et denses, loin du zapping de l'information et des lectures obligées. Nous en profitons pour réfléchir à l'acte de lire. N'est-il pas un outil de politisation et d'émancipation fondamental? Une force de la tradition humaniste et chrétienne? Qu'en font d'ailleurs les puissants, à l'ère de la mondialisation et des nouvelles technologies? Et les auteurs, sans qui il n'est point de plaisir de lecture?

Lire délivre

Catherine Caron

11

Parcours d'une lectrice engagée

Lorraine Guay

13

Savoir lire peut-il changer une vie?

Christiane Tremblay

14

Les promesses et périls du numérique

André Mondoux

16

Les Classiques des sciences sociales: lire des œuvres-phares

Amélie Descheneau-Guay

18

Les chefs d'État et la lecture

Claude Vaillancourt

19

Repérer son noyé et le hisser dans sa barque

Robert Lalonde

22

Livres sacrés

Jean-Claude Ravet

24

ARTISTE INVITÉE

Initiée très jeune à la richesse philosophique des courants de recherche en peinture, Marie Surprenant vise «à exposer le plus vivement possible ce que nous apprend le mystère de vivre». Les illustrations de ce dossier proviennent de ses «livres d'artiste», sortes de documents à exemplaire unique créés à l'occasion de lectures, d'événements tragiques, dans les replis des trajets de vie. *Le Dormeur debout* répond avec enthousiasme à la proposition de «pacte» faite au lecteur par Jean Cocteau dans *La difficulté d'être*. *Le Perdu* est un journal en pages détachées des premiers mois de la guerre en Irak. *Les Livres du voyageur* cartographient les possibles du paysage intérieur. *Le Mur* note la trace laissée par un aveugle qui avance en se guidant avec les mains. Consulter: <www.mariesurprenant.ca>.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Amélie Descheneau-Guay
TRADUCTION
Jean-Claude Ravet
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert
ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Sophie Lancôt, Jean Villemaire

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé
COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Gilles Bibeau, Gilles Bourque, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Filion, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Sylvain Lavoie, Agustí Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau
COLLABORATEURS
André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Bernard Émond, Brigitte Haentjens, Vivian Labrie, Carolyn Sharp, Marco Veilleux, Louise Warren

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.
DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada
Relations est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>
Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère*, EBSCO et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.
ABONNEMENTS Ginette Thibault
8 numéros (un an): 35 \$ (t. i.)
Deux ans: 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
ISSN 0034-3781

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) pour nos activités d'édition.

Canada

BUREAUX
25, rue Larry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541
téléc.: 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

Politique girouette ou point de bascule

Le raz-de-marée NPD au Québec, aux dernières élections fédérales, a causé tout un émoi. Beaucoup a été dit sur cet étrange coup du sort, allant dans tous les sens, comme si l'étrangeté de l'événement défiait l'entendement. Mais deux considérations s'imposent dont il faut tirer les leçons, au-delà de notre adhésion ou non au Nouveau parti démocratique.

En premier lieu, le vote, aussi étonnant soit-il, remet les choses à la normale. Il y avait quelque chose d'incongru d'être représenté par un parti souverainiste à Ottawa et d'avoir un parti fédéraliste au pouvoir à Québec. La raison d'être du Bloc québécois était de faire entendre haut et fort la voix de la souveraineté du Québec au Parlement canadien. Mais comment le faire sans que cette voix occupe d'abord l'Assemblée nationale? Sans cela, elle ne peut faire

tôt dans les vices de notre système électoral de type britannique, qui favorise le bipartisme et la figure du chef de parti. Le rejet massif au Québec de l'ultra-conservatisme de Harper aura fait son œuvre, poussant l'électorat à voter de manière stratégique et non par conviction.

Mais un autre facteur plus important et plus inquiétant encore est passé sous silence. Le vent néo-démocrate qui a emporté presque tout sur son passage au Québec révèle la dépolitisation rampante de la société québécoise. Comment expliquer autrement que l'on vote massivement pour un parti sans en connaître ni les députés, ni le programme, sinon par bribes mais le plus souvent que des slogans? L'image du chef – la séduction faisant son œuvre – suffit à rallier les masses. Cet état de chose ne peut être que le fruit amer d'une dépolitisation qui s'est installée sous l'effet répété et délétère des médias-spectacles et d'un espace «politique» de plus en plus privatisé, colonisé par une mentalité marchande et technocratique qui aseptise les débats. Cela ne rassure pas pour l'avenir. Car les heureux élus de cette girouette électorale pourraient bien être, une autre fois, de la

droite dure. Ceci dit, à l'heure actuelle, on peut quand même espérer que les nouveaux venus insufflent un air frais dans l'arène politique.

Mais le revers de la dépolitisation d'une société est toujours sa massification et son uniformisation autour de consensus factices et fictifs, façonnables à souhait, reproduisant à peu de choses près le statu quo, fut-il intenable. Et il l'est en ces temps où le capitalisme triomphant se conjugue avec une rapacité et une déprédation des ressources sans vergogne, et un clivage social éhonté.

Comment ne pas constater cet apolitisme à l'œuvre dans la façon servile dont nos parlementaires réunis en commission se sont comportés en vulgaires valetailles, il n'y a pas si longtemps, devant le représentant de l'industrie gazière (Lucien Bouchard)? Ou dans le projet de loi privé faisant la part belle à un «généreux» pdg de l'industrie médiatique (Pierre-Karl Péladeau), exigeant le bradage du droit et le musellement des citoyens, au nom de l'amusement du peuple? Seuls quelques députés, à la suite d'Amir Kahir, se sont vraiment levés pour mettre un holà à ce cirque.

Dans cet univers complaisant envers les puissants et les riches, ce qui brille par son absence et son oubli, c'est toute référence aux conflits sociaux, aux rapports de domination et aux intérêts de classes. Tant de vilains mots d'un autre âge!

Il y a là quelque chose de désolant si l'on tient compte des enjeux énormes de notre époque. Les affronter nécessiterait une action politique vigoureuse et des changements radicaux – qui ne se contentent pas de faire payer les pauvres tout en les rendant coupables – à mille lieues de cette résignation devant un ordre social injuste et destructeur. Une insurrection démocratique en écho au printemps arabe!

Celui-ci nous prouve que la capacité politique par excellence, celle de commencer du nouveau – le miracle de l'agir, comme l'appelait Hannah Arendt – n'est certes pas disparue de notre monde, le politique y fut-il si rétréci. Un inattendu, comme l'a été cette girouette électorale qui a déjoué tout réalisme planifié, pourrait s'avérer cette fois un point de bascule. Ne baissons pas les bras.

JEAN-CLAUDE RAVET

Marie Surprenant,
*L'éventail de
Nijinsky, 2003,*
livre d'artiste Le
dormeur debout,
acrylique sur
papier de soie,
22 x 56 cm

écho qu'à un immobilisme fossoyeur de tout projet politique. Seule une victoire de députés souverainistes/indépendantistes aux prochaines élections du Québec soutiendrait la résurrection bloquiste.

Autre conclusion d'importance. L'écrasante députation néo-démocrate au Québec ne signifie évidemment pas qu'une forte majorité de Québécois soit devenue, comme par enchantement, résolument de gauche, ou tout au moins social-démocrate, en plus d'être fédéraliste. Un facteur expliquant ce résultat se trouve plu-





Développement et Paix dans le collimateur

Des groupes catholiques ultraconservateurs, soutenus par quelques évêques, cherchent à saper le travail de promotion de la justice sociale de l'organisme.

SUZANNE LOISELLE

L'auteure est directrice de l'Entraide missionnaire

Organisme de solidarité internationale de l'Église catholique canadienne, Développement et Paix (D&P) est né dans la mouvance libératrice de Vatican II et de la lettre encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI sur le développement des peuples. Au cours de ses 40 ans d'histoire, cet organisme est sans cesse intervenu pour défendre les droits des populations les plus vulnérables tout en s'alliant, sur le

possible financement accordé à des groupes mexicains accusés de défendre le droit des femmes à l'avortement. Cette campagne avait causé un profond malaise dans l'épiscopat canadien comme au sein de D&P.

À la suite de ces allégations, un comité mandaté par la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) s'était rendu au Mexique pour enquêter sur leur bien-fondé, tant auprès de la Conférence de l'épiscopat mexicain que des cinq organisations mises en cause. En

barqué au Canada, de participer à cette campagne de carême. C'est l'archevêque d'Ottawa, Terrence Prendergast, également jésuite, qui a annulé cette visite après consultation avec le directeur général de D&P, Michael Casey.

Cette mise à l'écart du père Arriaga est le résultat d'attaques répétées de groupes fondamentalistes chrétiens qui n'ont pas lâché prise depuis 2009. Elle a suscité une vague d'indignation parmi les membres et sympathisants de D&P et dans plusieurs organismes engagés dans la défense des droits et la promotion de la justice sociale. La chaîne de lettres adressées aux évêques et les pétitions signées dans plusieurs paroisses ont révélé le profond malaise qui existe quant au silence de la CECC face au harcèlement de groupes d'idéologie conservatrice. Ceux-ci ne cessent de s'attaquer vicieusement à D&P et à ses soi-disant « penchants gauchistes et laïcistes ».

Beaucoup s'inquiètent que la direction de D&P se laisse actuellement prendre au jeu des manœuvres de division des groupes religieux intégristes et de quelques évêques, surtout anglophones, qui souscrivent au travail de diffamation de ces groupes. Dans la tempête actuelle, il devient de plus en plus difficile pour l'organisation de garder le cap sur sa mission. La confiance en ses partenaires du Sud est d'ailleurs durement malmenée par de nouvelles mesures de contrôle qui leur sont imposées comme, par exemple, l'obligation de se procurer une lettre de recommandation de l'évêque local pour obtenir du financement, sans quoi il y aura arrêt pur et simple de l'aide.



Développement et Paix

terrain, à de nombreux groupes voués à la promotion de la justice sociale et du développement durable. Ses campagnes d'éducation sur la gestion éthique de l'eau, la responsabilité sociale des compagnies minières actives à l'étranger et sa lutte contre la faim dans le monde, pour ne nommer que celles-là, en font un acteur incontournable en matière de solidarité internationale.

Malgré une réputation qui n'est plus à faire, D&P est l'objet d'attaques insidieuses. On se souviendra qu'au printemps 2009, le site Web LifeSiteNews avait mené une campagne contre lui et les évêques catholiques du Canada, en raison du

conclusion de leur enquête, les évêques affirmaient que les allégations de LifeSiteNews selon lesquelles des subventions de D&P auraient servi à des projets reliés à la promotion de l'avortement ne sont pas fondées dans les faits.

Présentement, une nouvelle crise secoue D&P et ébranle ses 13 000 membres répartis aux quatre coins du Canada. Dans le cadre de sa campagne annuelle « Carême de partage », un des conférenciers invités, le jésuite Luis Arriaga, directeur du réputé Centre Pro pour la défense des droits humains de Mexico (d'ailleurs mis en cause par LifeSiteNews en 2009) a été interdit, une fois dé-



Il est navrant de constater que les premières victimes de la tourmente actuelle sont les populations appauvries du Sud. On est en droit d'espérer que les autorités ecclésiastiques brisent leur silence pour, d'une part,

défendre la mission et les actions solidaires de leur organisme et, d'autre part, pour faire taire les mouvements intégristes religieux qui, par leur conservatisme rétrograde, minent de plus en plus les institutions civiles et religieuses du pays.

Le nouveau comité épiscopal permanent, chargé des relations avec D&P, aura-t-il les coudées franches pour y parvenir? L'autonomie de l'organisme et l'avenir de sa mission risquent d'en dépendre.

Consulter: <<http://soutenons-detp.wordpress.com>>. ●

La mobilisation contre le gaz de schiste

Du 16 mai au 17 juin, la marche de la Campagne pour le moratoire d'une génération entre Rimouski et Montréal a redynamisé l'opposition au gaz de schiste au Québec.

PHILIPPE DUHAMEL

Le 15 novembre 2010, au cours d'une audience du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), un homme de 21 ans lit une lettre qu'il aurait écrite en 2030 et dans laquelle il remercie la population du Québec et le président du BAPE d'avoir posé, vingt ans plus tôt, un geste courageux pour prévenir la catastrophe écologique des gaz de schiste. On sait en effet que la technique de la fracturation hydraulique par laquelle on casse et fissure la substance argileuse de la roche mère datant de l'ère précambrienne pour en extraire des bulles de méthane, est un procédé extrêmement polluant (voir Lucie Sauvé, «Gaz de schiste: un faux rendez-vous», *Relations*, n° 744, novembre 2010). Au terme de sa lecture, le jeune homme invita les personnes dans la salle à se lever et à dire après lui, en se nommant, la phrase suivante: «Merci de laisser les gaz de schiste dans la terre pour une génération», ce que firent à tour de rôle une quarantaine

de personnes participant à cette action.

Ce fut le point de départ de ce qui est devenu la campagne citoyenne en faveur d'un moratoire d'une génération (20 ans), lancée le 1^{er} mars 2011. Celle-ci veut répondre à deux problèmes anticipés dès la fin de 2010. D'une part, il s'agit d'éviter que l'opposition au gaz de schiste au Québec n'aboutisse à un pseudo-moratoire de quelques mois, une simple pause dans l'exploitation de cette nouvelle filière d'énergie fossile. D'autre part, il faut empêcher que le mouvement s'essouffle avec le temps en se plaçant en mode d'attente face à une stratégie gouvernementale misant sur l'usure.

La Campagne pour le moratoire d'une génération vise ainsi à redonner aux citoyens l'initiative et un contrôle sur l'agenda politique dans ce dossier controversé. Elle le fait de différentes façons. D'abord, en fixant des dates butoir lors desquelles le gouvernement devrait rendre des comptes, sous peine de s'exposer à de nouvelles actions citoyennes;

ensuite, en organisant des camps de formation à l'action directe non-violente et à la désobéissance civile; enfin, en menant des projets de sensibilisation de la population. La marche de 660 km qu'elle organisait entre Rimouski et Montréal du 16 mai au 17 juin, traversant ainsi l'ensemble du territoire menacé par l'industrie du gaz de schiste, entrainait dans cette stratégie. En s'arrêtant dans une trentaine de municipalités, elle a cherché à stimuler la mobilisation des populations locales directement touchées. Au terme de cette marche, l'unité des groupes citoyens s'est renforcée. Ils en auront besoin...

Car il n'est pas vain de penser que le gouvernement libéral n'entend toujours pas le message que des centaines de milliers de citoyens demandant un moratoire complet sur l'exploitation du gaz de schiste au Québec lui envoient depuis des mois – tous ceux et celles qui ont participé massivement à des assemblées, aux audiences du BAPE, qui ont manifesté, signé des pétitions, etc. En effet, bien des signes montrent que son choix est fait dans le sens contraire. On sait déjà que l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) qui s'amorce au Québec risque de servir de prétexte à la poursuite de l'exploration gazière sous couvert de

L'auteur, formateur à l'action non-violente, est un membre fondateur du réseau Campagne pour le moratoire d'une génération



recherche scientifique, ce que dénoncent plusieurs opposants, en particulier le Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste. N'est-il pas préoccupant que les écologistes soient exclus du comité chargé de l'ÉES, tout en laissant une place privilégiée aux représentants de l'industrie gazière? On apprenait en outre dans *Le Devoir* du 6 mai 2011 que le gouvernement du Qué-

bec « confiera aux industriels des gaz de schiste la responsabilité de consulter le public sur leurs projets de forage et de fracturation et de lui faire rapport de ses préoccupations avant de donner le feu vert à leurs projets »!

C'est ce désolant constat qui motive les citoyens rassemblés au sein de la Campagne pour le moratoire d'une génération à ajouter l'action directe non-violente et la désobéissance civile à leur arsenal – en se for-

mant adéquatement – pour résister et entraver les forages eux-mêmes s'il le faut, si le gouvernement et l'industrie du gaz de schiste persistent à vouloir développer une filière énergétique dont la nécessité est loin de faire l'unanimité au Québec.

Consulter: <<http://moratoiredune-generation.ca>>. ●

La loi antisyndicale du Wisconsin

L'adoption de la loi Walker aux États-Unis mine les fondements de la représentation syndicale, un instrument majeur de régulation des conflits sociaux.

SID AHMED SOUSSI

L'auteur est professeur
au Département de
sociologie de l'UQAM

Une loi antisyndicale a été adoptée le 10 mars 2011 au Wisconsin, à l'initiative du gouverneur républicain Scott Walker. Celui-ci a reçu le financement des frères Koch pour sa campagne électorale, ces riches hommes d'affaires qui ont fondé des *think tanks* conservateurs (Heritage Foundation et Cato Institute) et qui soutiennent le mouvement Tea Party.

En plus de transformer de fond en comble les relations de travail dans la fonction publique, cette loi vide de sa substance le droit à la négociation collective. Elle supprime le prélèvement automatique des cotisations syndicales (notre formule Rand) et conditionne l'adhésion syndicale à un vote annuel obligatoire. Dernier de ses verrous à la représentation collective: à défaut de ne pouvoir légalement abolir le droit à la négociation salariale, la nouvelle loi la

balise strictement par l'obligation de subordonner tout dépassement de l'indice du coût de la vie à la tenue d'un référendum.

Le Wisconsin est l'un de ces États du nord du pays où les grands conflits de travail ont marqué les principales phases du capitalisme industriel aux États-Unis. Les luttes sociales que le mouvement syndical y a menées sont en grande partie à l'origine du Wagner Act, ce dispositif de régulation institutionnelle qui, en 1935, consacre le droit à la représentation syndicale et à la négociation collective. La syndicalisation du secteur public a été substantielle dans dix-huit États. Si le taux de syndicalisation du secteur privé a dégringolé ces dernières années, passant de 33 % à 15 %¹, celui du secteur public s'est globalement maintenu à 36 % (le taux varie considérablement d'un État à l'autre). Le secteur public est donc la principale cible de la loi Walker. L'objectif des républicains,

qui se sont imposés aux élections de novembre 2010 dans quatre États (Ohio, Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin), est de fragiliser les bases sociales traditionnelles du Parti démocrate en sapant les fondements institutionnels des organisations syndicales et en tarissant leurs sources de financement.

La stratégie des républicains est de présenter le mouvement syndical comme un acteur rétrograde dont l'action serait un obstacle à une saine gestion des deniers publics. Or, ce sont plutôt les dépenses publiques gigantesques (plus de 900 milliards de dollars) en faveur des grandes organisations privées, à la suite de la crise économique et financière, qui sont à l'origine des sérieuses difficultés budgétaires dans lesquelles sont

1. Pour l'économiste Paul Krugman, « si les États-Unis sont devenus de plus en plus oligarchiques et de moins en moins démocratiques au cours des trente dernières années, c'est en grande partie à cause du déclin du mouvement syndical dans le secteur privé » (« Wisconsin Power Plan », *New York Times*, 20 février 2011).



plongées les finances publiques fédérales et locales aux États-Unis. Pour un observateur averti comme Paul Krugman, l'évocation du déficit n'est qu'un écran de fumée derrière lequel se cachent la frange conservatrice du Parti républicain et le Tea Party. Néanmoins, il s'agit d'une attaque virulente contre le dernier rempart du système hérité du *New Deal*, qui est un instrument majeur de la régulation des conflits sociaux. C'est le cœur même de l'encadrement juridique des relations de travail qui fait l'objet d'une entreprise méthodique de démantèlement.

Cette stigmatisation du mouvement syndical a pris une envergure nationale. Cela dans un contexte où les forces conservatrices, après avoir substantiellement neutralisé la fonction régulatrice de l'État lors de la première vague néolibérale sous Reagan, prennent une importance croissante dans le paysage politique américain. Les gouverneurs des États de la Floride, du New Jersey, de l'Indiana, de l'Ohio et de la Pennsylvanie n'ont d'ailleurs pas hésité à faire écho au discours du Tea Party en manifestant leur intention d'emboîter le pas au gouverneur du Wisconsin.

Au Québec comme au Canada, malgré des négociations perçues comme réussies dans le secteur public, le mouvement syndical est également régulièrement stigmatisé, autant dans certains discours (Réseau Liberté Québec, Institut économique de Montréal, Conseil du

patronat du Québec et autres «lucides») qu'à l'occasion de conflits de travail hautement emblématiques (*Journal de Montréal*, notamment). Une initiative comme celle du Wisconsin se heurterait néanmoins à une forte résistance chez nous, car le mouvement syndical bénéficie au Québec d'un certain consensus poli-

tique, en plus d'être une assise sociale et organisationnelle de la mouvance souverainiste. Mais qu'en sera-t-il avec le gouvernement Harper désormais majoritaire?

Le 26 mai 2011, une juge du Wisconsin a invalidé la loi Walker pour vice de forme. Il revient maintenant à la Cour Suprême de trancher. Mais tout indique que ni cette trêve juridique, ni surtout la judiciarisation de cet enjeu n'échapperont à sa politisation et, en dernière instance, à sa prise en charge citoyenne par l'ensemble des acteurs sociaux et politiques, à commencer par le mouvement syndical lui-même et ses alliés «naturels» dans la société civile. Une bataille incontournable à surveiller de près. ●

Hongrie: la tentation de la théocratie néolibérale

L'arrivée au pouvoir, en avril 2010, du premier ministre Viktor Orbán, profondément convaincu d'être un homme providentiel chargé d'une mission divine, enfonce la Hongrie dans un régime autoritaire.

ATTILA JAKAB

Le pouvoir politique hongrois est tenté d'instaurer un régime théocratique – l'ordre social devrait être à ses yeux un ordre moral judéo-chrétien fondamentaliste – qui mêle nationalisme, autoritarisme et néolibéralisme. Les mots d'ordre

sont la loyauté politique inconditionnelle, ainsi que l'obéissance et le respect absolu de l'autorité. Le manichéisme du gouvernement – et de la droite hongroise – se fonde sur un dualisme borné, opposant d'une manière tranchée les amis et les ennemis, comme le bien et le mal. Ce manichéisme est fortement influen-

L'auteur est historien



cé par la pensée du philosophe Carl Schmitt, l'idéologue par excellence de l'État totalitaire moderne, pour qui la morale n'a aucun rapport avec la politique, ni avec le droit.

Les grands perdants du régime Orbán, qui favorise essentiellement les classes moyennes supérieures et les riches, notamment en réduisant leurs impôts, sont les salariés à faible revenu. Tandis que nous assistons à la criminalisation de la pauvreté, le gouvernement effectue des coupes drastiques dans les dépenses sociales et éducatives. Ainsi, les chômeurs ne bénéficieront que de trois mois d'assurance-chômage. Assimilés aux fainéants et aux parasites, ils devront se débrouiller seuls. Les demandeurs d'emploi disparaissant du système social, cela permettra d'embellir les statistiques.

Pour renforcer l'asservissement et promouvoir la flexibilité des travailleurs, on a institutionnalisé le licenciement abusif (en abrogeant l'obligation de justification). On préconise de ne plus financer les sciences humaines dans les établissements d'enseignement. Des fermetures d'écoles et des restructurations dans l'enseignement supérieur sont à l'ordre du jour. On réservera désormais le savoir et la culture à ceux qui

auront les moyens de se les payer. On réduira ainsi les dépenses sociales et les subventions à la culture. En outre, ce mépris manifeste du gouvernement envers le social et la culture s'accompagne d'une répression policière et juridique accrue.

Les agissements du gouvernement hongrois sont caractérisés par l'improvisation et l'ambiguïté. Pour restaurer la confiance des investisseurs, il mène une politique d'austérité masquée par une rhétorique nationalo-religieuse («la résurrection de la Hongrie»), qui voile aussi le népotisme et le désir d'enrichissement personnel de ceux qui sont arrivés au pouvoir l'année dernière.

Il est certain que dans ce contexte, les inégalités sociales et les fractures territoriales vont s'accroître d'une manière radicale. Déjà, quatre des vingt régions les plus pauvres de l'Europe se trouvent en Hongrie. Dans les villages à forte population tzigane, le taux de chômage atteint entre 60 et 80 %. Les tensions socio-ethniques pourraient même devenir quasiment intraitables. Des émeutes de la faim ne sont pas exclues. D'autant plus qu'environ 200 000 familles se trouvent au bord de la faillite, n'étant plus en mesure de payer leurs factures (eau, électricité, gaz, taxes et impôts) ou de rembourser leurs em-

prunts contractés auprès des banques. Des dizaines de milliers de logements sont menacés d'être vendus aux enchères.

Dans cette situation dramatique, que disent les Églises catholiques et protestantes? Rien! Elles restent silencieuses. Car elles espèrent des subventions conséquentes de la part de l'État ainsi que l'accroissement de leur influence dans les domaines sociaux et politiques. On leur réserve, en effet, le rôle de chiens de garde du régime, chargés d'atténuer et de moraliser les mécontentements sociaux.

Tout compte fait, la voie empruntée par le gouvernement hongrois vise en réalité la destruction et la restructuration totales du tissu social et institutionnel du pays – au nom de la nation et d'un christianisme idéologique redéfini comme renaissance (*rebirth*) personnelle. Elle ne peut que déboucher sur une explosion sociale. De ce fait, une déstabilisation de la région centrale de l'Europe n'est pas à exclure. Ce qui se passe en Hongrie concerne toute l'Europe et c'est pourquoi l'Union européenne ne peut laisser faire le premier ministre Orbán sans rien dire et surtout sans exercer des pressions. Il en va de sa crédibilité. ●

La solidarité enseignante
en mouvement

Semer





Ne sont-ils pas des êtres humains?

VÍCTOR CODINA

Le film d'Iciar Bollaín *También la lluvia* (Même la pluie) est sorti récemment en Espagne. C'est l'histoire de producteurs de cinéma qui projettent de tourner un film en Bolivie sur la conquête de l'Amérique par Christophe Colomb, en soulignant l'oppression et les mauvais traitements infligés aux Autochtones au nom des Rois catholiques (Isabelle et Ferdinand d'Espagne) et du pape.

Au cœur de cette situation d'oppression et de mort, on peut entendre la voix prophétique du dominicain Fray Antonio de Montesinos. Dans un sermon prononcé en 1511, il critique fortement la conquête espagnole, s'adressant directement aux conquistadors présents dans l'église. Il leur dit: «[...] vous vous trouvez tous en état de péché mortel. En lui vous vivez et mourrez à cause de la cruauté et de la tyrannie avec lesquelles vous traitez ces gens innocents. Dites-moi, de quel droit et selon quelle justice vous maintenez ces indiens dans une servitude si cruelle et horrible? De quelle autorité avez-vous entrepris une guerre si détestable contre ces peuples qui vivent sur leurs terres paisiblement et pacifiquement? [...] Ne sont-ils pas des êtres humains? N'ont-ils pas une âme comme vous? L'Évangile ne vous commande-t-il pas de les aimer comme vous-mêmes? Ne comprenez-vous pas cela? Comment pouvez-vous être plongés dans un sommeil si profond? Je vous le dis, dans l'état où vous vous trouvez, vous ne pouvez être sauvés...»

Le tournage des scènes de la conquête a lieu à Cochabamba avec des Quechuas de la région. Mais une manifestation populaire contraint de l'interrompre. Les indigènes qui

jouent dans le film sont en même temps les leaders de la révolte populaire menée par la population de la ville en 2005. Ce soulèvement – qu'on a appelé «la guerre de l'eau» – dénonce la hausse du prix de l'eau qui est entre les mains d'une multinationale étrangère, laquelle cherche même à s'approprier l'eau de pluie. On assiste dans *También la lluvia* à la reproduction des mauvais traitements et de l'oppression que les conquistadors avaient fait subir

On assiste dans *También la lluvia* à la reproduction des mauvais traitements et de l'oppression que les conquistadors avaient fait subir aux Autochtones à l'époque de la Conquista, cette fois parce qu'ils luttent contre la privatisation.

aux Autochtones à l'époque de la Conquista, cette fois parce qu'ils luttent contre la privatisation.

Le film montre la violente répression des manifestants par les forces de l'ordre, venues en appui à la multinationale. Le tournage ne peut se poursuivre. L'équipe retourne en Espagne, consternée de voir son rêve d'un grand film historique ainsi anéanti.

Le producteur, cependant, prolonge son séjour en Bolivie pour prendre soin d'une Autochtone blessée lors des événements. Il considère cela comme plus important que la production d'un film. Ce personnage est celui qui passe de la position d'exploiteur à la compréhension du fait que la conquête n'est pas une expérience historique du passé, mais la réalité permanente des peuples du Sud dominés maintenant par les grandes sociétés multinationales. La réalité dépasse la fiction cinématographique.

La voix prophétique de Fray Antonio de Montesinos résonne de nouveau aujourd'hui après le V^e centenaire de la conquête. «Ne sont-ils pas des êtres humains?» Après des siècles de domination, les pauvres de la Terre continuent d'être dépossédés par des systèmes économiques inhumains et injustes qui favorisent une minorité des pays riches. Ce scandale ne peut plus durer.

De même que la conquête espagnole et portugaise a été menée par des chrétiens, de même la nouvelle colonisation est dirigée par des groupes et entreprises de l'Occident dit chrétien. Il est nécessaire de démystifier ce type de christianisme antiévangélique du passé comme du présent. La présence de Fray Montesinos s'est fait sentir encore durant l'Assemblée des évêques latino-américains à Aparecida, au Brésil, en 2007. Dans le document final, on peut lire: «Si cette option [pour les pauvres] est implicite dans la foi christologique, les chrétiens, comme disciples et missionnaires, nous sommes appelés à contempler, dans les visages souffrants de nos frères, le visage du Christ qui nous appelle à le servir en les servant: "Les visages souffrants des pauvres sont les visages souffrants du Christ". Ce sont eux qui interpellent le travail essentiel de l'Église, de la pastorale et de nos attitudes chrétiennes. Tout ce qui se rapporte au Christ se rapporte aux pauvres, et tout ce qui concerne les pauvres appelle Jésus-Christ» (n° 393).

Peut-on s'étonner que ce film réellement magnifique n'ait pas été sélectionné pour l'Oscar du meilleur film étranger? ●

L'auteur, théologien jésuite, est membre du centre catalan Cristianisme i Justícia à Barcelone



RENCONTRES ESSENTIELLES

BRIGITTE HAENTJENS

Voilà déjà un an que j'écris ces petits billets, toujours avec angoisse. Au moment de rédiger le dernier, je songe à ce qui, dans la vie, nous détermine. Il me semble que ce sont toujours les rencontres qui sont essentielles, induisant des changements parfois très profonds. Elles peuvent être abstraites ou concrètes (un tableau, un film, un livre, un lieu géographique, un pays). Parfois, elles sont simplement humaines. Elles nous révèlent souvent une part ignorée de nous-mêmes. Ou bien elles bousculent des ordres établis, des chemins balisés, permettant l'ouverture de portes intérieures jusque-là scellées. Certaines d'entre elles nous guérissent ou nous mettent au monde, symboliquement. On n'en mesure l'impact que beaucoup plus tard, quand on regarde en arrière, essayant de comprendre la carte des chemins parcourus dans une vie.

Depuis quelque temps, je songe souvent à l'un de mes professeurs de la fin du secondaire dont je voudrais bien retrouver la trace. C'était un professeur de littérature, très jeune, très brillant, très articulé, très subversif et absolument radical. On pourrait même dire qu'il était, sur le plan politique, un extrémiste. C'était une époque, il est vrai, où l'extrémisme était encore toléré. Il était notre idole en tout cas. Nous attendions ses cours et passions des heures ensuite à en discuter. Je ne sais trop pourquoi il s'était intéressé à mon développement intellectuel, probablement parce que j'avais le goût d'apprendre!

Toujours est-il qu'il m'a fait tout lire: de Montaigne à Pascal, en passant par Artaud, Michaux, Ponge, Proust, Foucault, un paquet de livres dont le sens, la signification profonde devaient souvent m'échapper. Pourtant, à travers ces lectures, c'était un monde que je découvrais, un monde dont, jusque-là, j'avais ignoré l'existence. Ce monde était celui de la folie et de la douleur, des expériences ultimes, parfois de la désintégration de l'être. Parmi ces œuvres dévorées alors avec avidité et relues depuis, une en particulier est restée compagne de ma vie, celle de William Faulkner.

Faulkner est considéré aujourd'hui, à l'extérieur des États-Unis, comme un des écrivains majeurs du XX^e siècle, un précurseur de la littérature moderne qui a déconstruit le tissu narratif traditionnel, instaurant des chemins émotifs, des voies souterraines pour conduire le récit. À l'instar de Marcel Proust et de Virginia Woolf, il a écrit des histoires aux voix multiples, modifiant l'angle et le narrateur, comme dans *Le bruit et la fureur*. Pour moi, *Absalon, Absalon!* demeure, avec *Pylône*, un de ses plus grands livres.

Faulkner a écrit toute sa vie depuis son village obscur du Mississippi. Mis à part *Pylône*, dont l'action se situe à La Nouvelle-Orléans, il n'a écrit que sur son comté de l'Arkansas, réussissant pourtant à embrasser l'histoire de son pays, creusant avec toujours plus de vigueur le sillon du Sud, la condition des Noirs, s'interrogeant sur la décadence, la violence excessive, le racisme des Américains.

Ce qui m'intéresse beaucoup dans son œuvre, c'est l'idée d'une sorte de pourriture originelle née de l'esclavagisme et qui annonçait le déclin du Sud avant même la fin de la guerre de Sécession. Mais surtout, Faulkner met sans cesse en parallèle les destins collectifs et individuels.

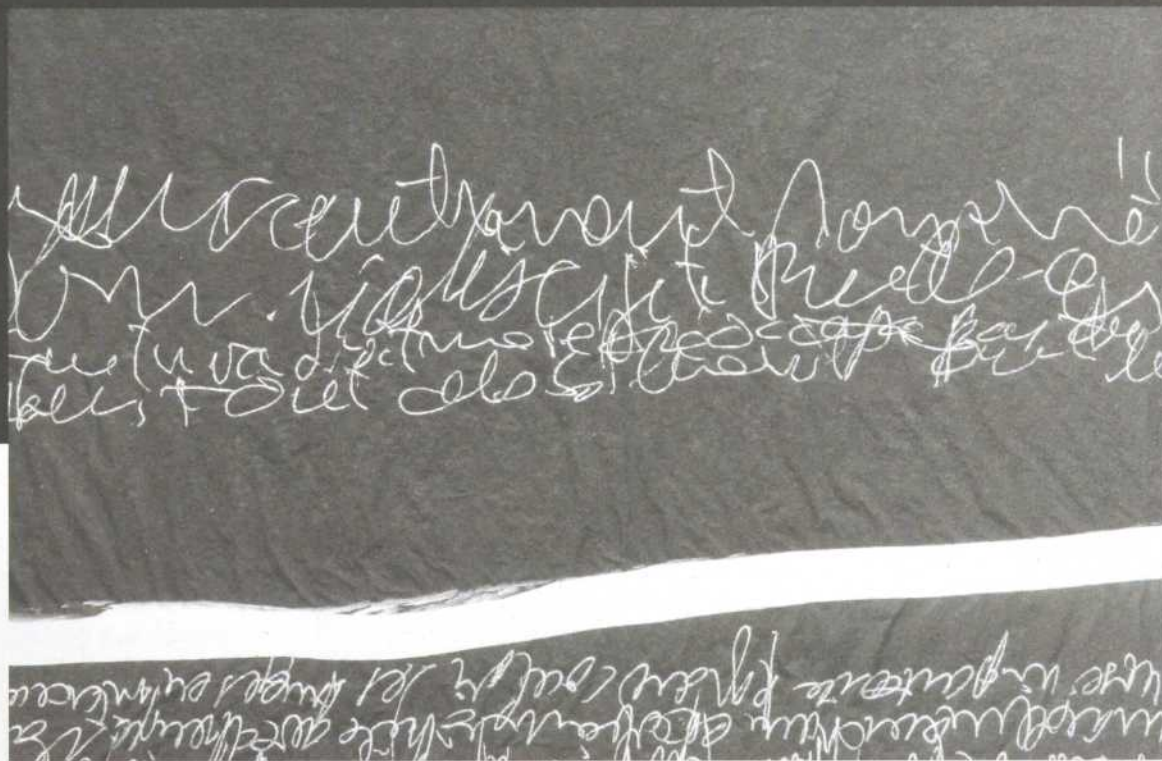
C'est passionnant de voir comment le destin des êtres humains, dans leur intimité, peut être conditionné par un imaginaire collectif qui les aliène de façon si profonde et si subtile que le refus de reconnaître cette aliénation fait partie intégrante de leur emprisonnement. Faulkner parle toujours de l'intérieur; il se considère comme héritier de cette histoire collective et de cette douleur. Au point de s'y noyer.

Je relis l'œuvre complète de Faulkner régulièrement, recommençant le premier livre pour suivre le chemin jusqu'à la fin. C'est alors qu'on peut observer l'édification d'une œuvre, comment l'écrivain comprend petit à petit ce qu'il met en place, comment il déploie ses découvertes. Observer le cheminement d'un artiste à travers les années est absolument captivant.

Car le travail artistique se dévoile dans la durée, il est fait de lenteur et d'approfondissement.

C'est pourquoi l'espace, le silence, le temps sont si essentiels à la création. À la révélation. ●

Lire délivre



CATHERINE CARON

Marie Surprenant, *L'ange Heurtebise* (détail), 2003, livre d'artiste
Le dormeur debout, acrylique sur papier de soie, 22 x 56 cm

Parmi les trésors que recèlent les Archives des jésuites au Canada se trouvent deux livres d'heures datant des années 1470 environ. Très rares de ce côté-ci de l'océan, ces livres de prière qui étaient destinés aux laïcs chrétiens sont devenus, grâce à leur petit format, à l'alphabétisation et à la prospérité des XIV^e et XV^e siècles, les « *best-sellers* » du bas Moyen Âge en Europe. Les classes aisées s'enorgueillissaient de posséder les exemplaires ornés de magnifiques enluminures. Toutefois, il existait aussi des versions plus modestes.

Outre leur contenu religieux, c'est tout un rapport au temps qui émane de ces livres précieux. Le temps des moines et artisans qui les ont façonnés avec talent, doigté et patience. Le temps des heures canoniales qui ont rythmé la prière de ceux et celles à qui ils ont appartenu. Le temps qu'ils ont traversé jusqu'à aujourd'hui.

Le temps. Sans lui, il n'est point de lecture, sujet auquel nous consacrons avec grand plai-

sir ce dossier d'été. Point d'espace pour entrer dans cette relation privilégiée et solitaire avec un texte – la parole, la pensée, l'imagination d'un ou d'une auteur. Et c'est bien la source de l'angoisse que nous avons à la revue même à l'idée que vous, chers lecteurs et lectrices, puissiez ne pas trouver le temps de nous lire... Le manque de temps serait d'ailleurs la principale raison faisant que les gens ne lisent pas fréquemment au Québec, d'après plusieurs études. Les avancées technologiques actuelles, qui accélèrent la vie du travail – en particulier – et fragmentent bien souvent nos pratiques de lecture même si elles créent aussi de nouveaux possibles, y contribuent.

Le poète et essayiste Gabriel Zaid jette un regard incisif, voire controversé sur le phéno-

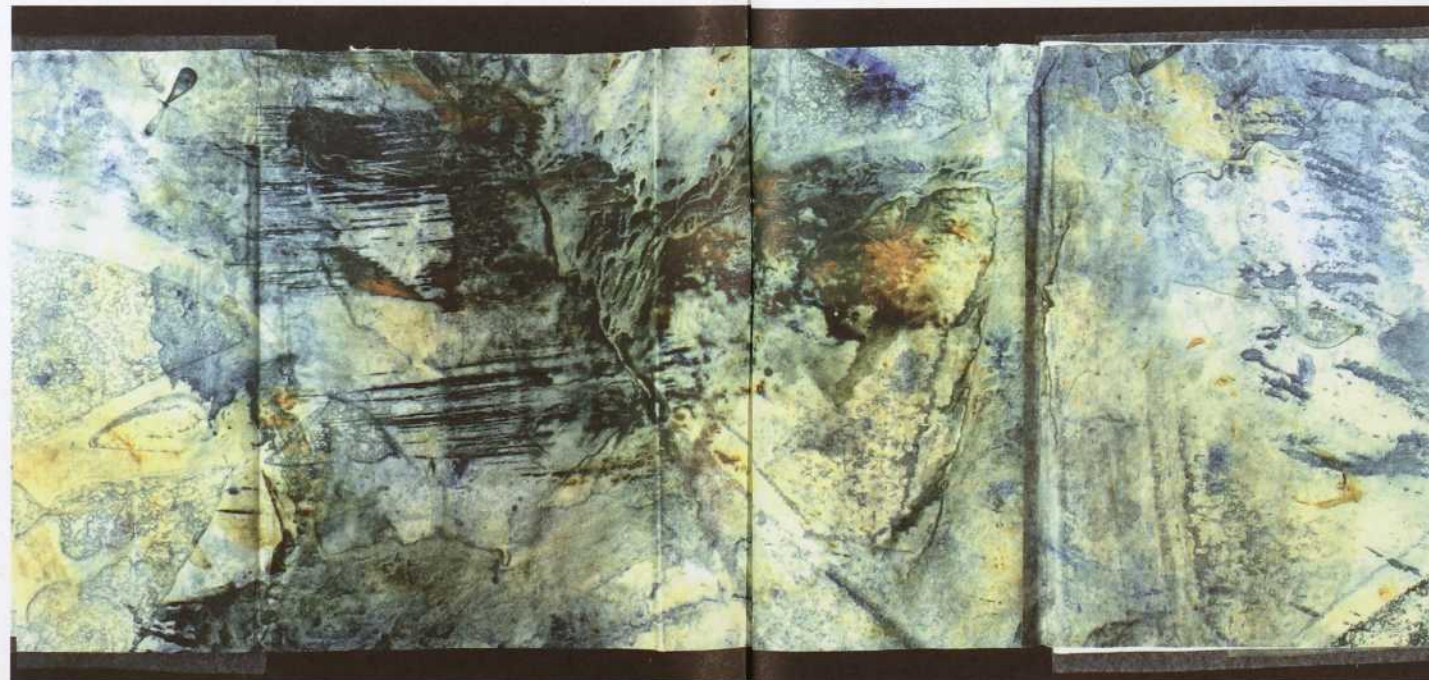
« Tant que la lecture est pour nous l'incitatrice dont les clefs magiques nous ouvrent au fond de nous-mêmes la porte des demeures où nous n'aurions pas su pénétrer, son rôle dans notre vie est salutaire. »
Marcel Proust, *Sur la lecture*

mène: « Lire est un luxe de pauvres, de prisonniers, de retraités, de malades, d'étudiants oisifs comme il en existait auparavant. Dans la mesure où ces étudiants deviennent de jeunes cadres à l'agenda surchargé et dont les revenus augmentent, lire (autrement que par obligation) devient inabordable », écrit-il dans *Bien trop de livres?* (Les Belles Lettres, 2005, p. 82). Sans aller aussi loin et alors qu'on peut se réjouir à l'idée que les Québécois lisent de plus en plus de livres, si on oublie la minorité de boulimiques de lecture qui fausse le portrait global, les Québécois liraient seulement cinq livres par an (donnée médiane) d'après un sondage Senergis - *Le Devoir* réalisé en 2010. Si on met cela en relation avec le fait qu'il se publie plus de 4000 titres chaque année au Québec seulement - ce qui pour une population de 7 millions d'habitants est proportionnellement plus que la France, l'Allemagne, l'Italie ou les États-Unis -, c'est à donner le vertige. Cette impression d'abondance de lectures possibles qui en paralyse plus d'un est bien réelle et démultipliée par la révolution numérique. Le fossé entre l'offre et la demande dans le domaine du livre est colossal. De ce fait, l'acte de l'écriture tient, dans sa nature profonde, du don, du désir, d'une douce folie, d'un cri irrépensible. Une minorité d'écrivains en tirent un revenu digne de mention.

C'est dire que la rencontre entre un livre et son lecteur tient du miracle. Plus que quiconque, les libraires qui chérissent les livres et attendent patiemment de les présenter à qui les aimera sont les artisans de cette rencontre. Il est triste que leur noble métier soit de plus en plus dévalué au profit de ceux qui n'ont que l'extrême rentabilité de leurs étalages en tête. C'est sans parler des Amazon de ce monde qui privent non seulement de précieux revenus les librairies, en particulier les indépendantes, mais utiliseraient des paradis fiscaux pour échapper à l'impôt, comme le révèle Brigitte Alepin dans *La crise fiscale qui vient* (VLB éditeur, 2011).

Mais laissons là les marchands pour revenir au plaisir... Car c'est lui qui motive essentiellement la lecture. Le plaisir de la révélation d'une pensée qui parfois nous accompagnera toute une vie. Celui de la fulgurante beauté de certaines écritures. Le plaisir de l'évasion, de l'introspection, de la découverte, de la connaissance aussi, même lorsque celle-ci provoque en nous tristesse et désarroi. Car on ne se remet pas facilement de certaines lectures... empreintes de l'inhumanité du monde.

N'oublions pas aussi le plaisir de lire des auteurs de chez nous en nous souvenant qu'il y a cinquante ans, presque la totalité des livres au Québec étaient importés d'Europe; c'est la moitié aujourd'hui. De quoi tirer fierté et espoir à l'heure où plusieurs bouleversements dans la « société des écrans » au sein de laquelle nous vivons, où domine une agitation constante, ont néanmoins de quoi inquiéter les amoureux de la lecture, celle qui s'enracine dans un rapport à l'Autre et à ce temps qu'on ose passer avec soi-même, en quête d'une sorte de délivrance comme nous l'évoquons dans le titre de ce dossier - de nos soucis, de nos vies, de notre ignorance. ●



Parcours d'une lectrice engagée

Il y a eu le manque de livres, la censure, puis les lectures critiques qui déstabilisent mais aident à comprendre et à agir sur le monde. Réflexion libre d'une femme passionnée à propos des livres qui accompagnent sa vie.

LORRAINE GUAY

Pouvoir lire et écrire, c'est se situer dans cette portion de l'humanité épargnée du fléau de l'analphabétisme. Cela suppose d'avoir hérité de toutes les luttes pour l'accès à l'éducation, dont celle des femmes. Cela suppose être née à la bonne époque et du bon côté de la clôture. Qu'on en juge! Selon les données les plus récentes publiées sur le site Web de l'Institut de statistique de l'Unesco, il y aurait dans le monde près de 796 millions d'adultes analphabètes, dont environ 64 % seraient des femmes. Comment un droit aussi fondamental peut-il être bafoué à ce point?

Je viens du Québec des années 1940-1950. J'ai été élevée dans une famille très modeste où il était certes important d'aller à l'école, au moins jusqu'au secondaire, mais où il n'y avait pas de livres à la maison. Sans doute ce manque a-t-il nourri une soif quasi intarissable d'apprendre, de comprendre, de découvrir... de lire tout court! Je me souviens encore de la joie presque physique

ressentie à la lecture du volume 1 de l'*Encyclopédie de la jeunesse*, le seul des dix tomes existants que mon père avait finalement acheté au « peddler » de vente à domicile, à la suite de mes « supplications ininterrompues ».

SUBVERSION ET LIBÉRATION

À l'École normale où j'ai fait mes études, la lecture était permise, encouragée même, mais censurée. Il y avait une limite à ce que pouvaient lire des jeunes filles bien éduquées et futures enseignantes de surcroît. Les religieuses ne permettaient que rarement de lire « dans les textes originaux » et pas n'importe quoi. On lisait donc sous surveillance. C'est ainsi qu'une des raisons de mon renvoi, en 1963, a été la lecture de la *Vingt-cinquième heure* de Virgil Gheorghiu, un livre jugé communiste, et le fait d'avoir commandé de la documentation de l'Ambassade de Russie pour un club de lecture dont j'étais responsable. Même en pleine Révolution tranquille, on ne lisait pas sans en payer le prix dans certains milieux. Je ne mesurais pas alors la peur que les autorités de l'école entretenaient face aux idées « non permises ». Je ne savais pas encore que *Les femmes qui lisent sont dangereuses*...

J'ai été formée à l'école de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) - foyer d'une certaine gauche au sein de la société catholique de l'époque. Ce mouvement exigeait qu'on analyse la conjoncture et donc qu'on lise en dehors des chemins trop fréquentés de l'orthodoxie religieuse dominante. On accordait plus d'importance à la recherche des causes structurelles des situations (approche politique) qu'aux conséquences (approches caritatives et psychologisantes). Je me souviens encore aujourd'hui du choc émotif vécu lors d'un congrès mondial où ma vision du monde a été littéralement bouleversée de fond en comble par la rencontre de militants latino-américains de gauche et par l'analyse critique de la notion de sous-développement proposée par divers conférenciers. J'avais relu attentivement tous les textes issus de ce courant critique pour finalement admettre, non sans douleur, que les auteurs avaient raison. Ces lectures ont joué un rôle fondamental dans le renversement de la culture judéo-chrétienne, capitaliste et occidentale dans laquelle je baignais et où tout se traduisait en opposition au communisme. La lecture donc comme subversion intérieure... avec le déchirement qui vient avec, mais aussi l'émancipation, la désaliénation de la pensée, la liberté retrouvée.

L'auteure est militante en milieu communautaire

Découvrir sur le tard l'histoire des Patriotes (Filteau, 1975; Lacoursière, 1995), dont l'action aurait pu changer notre vie collective, a plutôt provoqué [chez moi] un mouvement de colère et de frustration.

Marie Surprenant, *Le livre du Voyageur* n° 9, 2001, livre d'artiste, huile sur papier, 13 x 62 cm

Ce même sentiment, je l'ai retrouvé bien des années plus tard à la lecture des dissidents soviétiques – communistes ayant rompu avec «le» parti unique dont l'Espagnol Jorge Semprun – qui m'a permis de rompre avec toute forme de dogmatisme et de soumission à toute idéologie prétendant refléter la totalité de l'histoire et de la réalité.

Une fois quittés les bancs d'école, la lecture est devenue un de mes principaux outils d'accès au monde. Une consommation quasi boulimique de romans, de poésie et d'écrits politiques (historiques en particulier) aura eu sur mon cheminement l'effet d'une véritable débacle printanière. Mettre la main sur le *Refus global* (1948) et boire les paroles de cette lavalas québécoise, de cette révolte contre une société sclérosée et étouffante ont été une véritable libération. Découvrir sur le tard l'histoire des Patriotes (Filteau, 1975; Lacoursière, 1995), dont l'action aurait pu changer notre vie collective, a plutôt provoqué un mouvement de colère et de frustration: comment avait-on pu nous enseigner «l'histoire du Canada» en la réduisant à celle de Dollard des Ormeaux et nous amputer de cette part de résistance lovée en nous? Plus tard, en 1992, le Collectif CLIO a enfin fait sortir de l'ombre toute l'histoire des femmes, ignorée dans l'histoire officielle du Québec. Serge Bouchard poursuit magnifiquement ce travail dans *Elles ont fait l'Amérique – De remarquables oubliées, Tome 1* tout comme, dans un autre registre, Diane Lamoureux avec ses *Pensées rebelles*. La lecture m'a permis de me réapproprier un patrimoine occulté, de savoir qu'il existe toujours une «autre» histoire qu'il nous appartient de débusquer.

RÉSISTER ET AGIR

J'ai passé neuf mois avec la guérilla salvadorienne – une expérience personnelle marquante. Vivre seule, en clandestinité, dans la ville de San Salvador puis en zone sous contrôle du Frente Farabundo Martí para la Liberación nacional, dans les montagnes de Guazapa, sous les bombardements de l'armée soutenue par les États-Unis de Reagan, c'était vivre sans livres... avec pour seul dialogue intérieur la mémoire de poèmes, de fragments de lectures, la restitution de l'atmosphère d'un roman. Non oxygénée par la fluidité des contacts humains et par des lectures stimulantes, la pensée peut se déstabiliser, dériver ou se faire piéger, se coincer, se rapetisser. Je me souviens du seul livre qui traînait dans un vieux coffre... *La peste* de Camus, en espagnol, devenu sur-le-champ mon garde-fou pour le reste du séjour.

Plus tard, par la lecture sur la mondialisation, un «autre monde» m'est devenu visible, possible et faisable. Passer de la notion de sous-développement à une vision plus juste, plus exigeante, à savoir qu'il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé, mais *un seul monde mal développé* (CETIM) a constitué un saut qualitatif dans ma compréhension du monde. Mais la lecture de *La femme mondialisée* de Christa Wichterich, en réplique à *L'homme mondial* de Philippe Engelhard, est venue jeter un éclairage féministe laissé dans l'ombre par les théoriciens de la mondialisation et que de nombreuses féministes, comme Helena Hirata, se sont rigoureusement appliquées à dévoiler. Ces lectures ont bouleversé la donne: il ne suffit plus de s'attacher au capitalisme sans simultanément s'en prendre au patriarcat et au racisme. Tout à coup, cet autre monde possible, réclamé dans tous les forums sociaux mon-

Savoir lire peut-il changer une vie?

CHRISTIANE TREMBLAY

Pour la plupart des adultes nouvellement alphabétisés, savoir lire n'a pratiquement rien à voir avec la... lecture. Cela signifie d'abord être transporté par ce pouvoir de décrypter un langage mystérieux qui nous gardait en marge. Vous rappelez-vous la période où, enfant, vous lisiez n'importe quoi à voix haute – ou basse quand on vous l'avait ordonné sèchement? Tout y passait: enseignes, boîtes de céréales, emballages de produits de quincaillerie. Je me souviens de ma perplexité devant un mot étrange, composé de lettres qui n'allaient pas ensemble. La deuxième fois où mes yeux

s'étaient posés sur lui, j'avais pris le taureau par les cornes: l-a-u-n-dry était devenu l-au-n-dry, ce qui donnait au final «londry». J'avais été grandement satisfaite du résultat. Que je ne comprenne pas le sens du mot me paraissait secondaire.

Pour les femmes jeunes et moins jeunes que je côtoie quotidiennement au Service d'alphabétisation du Y des femmes, cesser d'être des illettrées équivaut ni plus ni moins à détenir un passeport. Meriam parle «d'une deuxième chance»; Marie, «d'une nouvelle vie»; Joyce «n'a plus peur de rien maintenant». Peut-être y a-t-il de bonnes raisons à cela. De nos jours, apprendre à lire est devenu une sorte de rite de passage et savoir lire, un sésame pour pénétrer dans l'enceinte sacrée, là, semble-t-il, où évoluent les personnes civilisées, les esprits raffinés.

Savoir lire peut-il changer une vie? Je suis toujours émue quand Hannah, Jolly ou Carmen franchissent le

L'auteure est chargée de projet en recherche et développement au Service d'alphabétisation du Y des femmes de Montréal



diaux, devenait impossible sans les femmes et sans toutes les minorités racisées.

COMPRENDRE L'INCOMPRÉHENSIBLE...

Après avoir beaucoup lu sur la Shoah à une certaine époque, la découverte de l'œuvre d'Hannah Arendt, notamment sa trilogie *Les origines du totalitarisme* et son analyse sur la « banalité du mal », m'aura permis de comprendre, mais à peine, ce qui dépasse l'entendement, ce qui est au-delà ou plutôt en deça de l'humain. Puis, ce sont des auteurs comme Norman G. Finkelstein ou Marc Ellis qui ont dénoncé l'instrumentalisation de la Shoah par les gouvernements israéliens qui ont attiré mon attention.

Bien avant de rencontrer l'auteur lui-même, la lecture de *Le refus de disparaître* du regretté Palestinien Rezek Faraj a ensuite été le déclencheur d'un engagement soutenu en faveur de la cause palestinienne et contre les violations du droit international par Israël. J'avais quelques dettes... Dès l'âge de 13 ans, je travaillais l'été pour Grover Mills, une fabrique de textile pour laquelle mon

père était commis voyageur. Le patron, un juif canadien, faisait une quête annuelle pour Israël à laquelle il convenait de donner. La seule explication était que les méchants arabes voulaient « jeter les Juifs à la mer » après tout ce qui leur avait été fait pendant la guerre... L'ignorance crasse était de mise!

Cet engagement est nourri depuis cinq ans par la lecture de nombreux auteurs palestiniens et israéliens, cherchant toujours la contestation du discours dominant, le point de vue critique. Impossible maintenant de

comprendre ce conflit dramatique sans avoir lu les « nouveaux historiens » israéliens, Ilan Pappé en particulier, qui déboulonnent les mythes à la base de la fondation d'Israël et parlent d'un « nettoyage ethnique » de la Palestine.

Et pour comprendre le rôle des pays occidentaux, il y a eu la lecture, jour et nuit, de *La grande guerre pour la civilisation. L'Occident à la conquête du Moyen-Orient* de Robert Fisk, qui venait mettre des mots, apporter des faits, joindre des analyses à cette conviction profonde: le sort de l'Occident se joue... en Palestine. Cette conviction a été renforcée par la lecture de Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire*, un regard implacable porté sur nous et que la révolte actuelle des populations arabes est en train de bousculer radicalement.

Certes, la lecture ne constitue pas à mes yeux un substitut à l'action, mais elle la nourrit et s'en nourrit en retour. Continuons donc d'entendre la voix de Marguerite Yourcenar, à la fin de ses *Mémoires d'Hadrien* (Gallimard, 1974), « tâchons d'entrer dans la mort les yeux ouverts »... pour continuer à lire... qui sait? ●

Marie Surprenant,
Le mur (pages
14-15), 2006, livre
d'artiste, encre
sur papier de riz,
46 x 92 cm

cap et traversent de l'autre côté du miroir. En même temps, je n'oublie pas que savoir lire n'est pas tout. Il existe bien des façons d'appréhender le monde, d'en explorer les non-sens, la beauté, la force, l'injustice. Je n'ai qu'à plonger un instant mes yeux dans ceux de Nesrine pour comprendre que l'horreur et la violence donnent aussi à voir.

Loin de nous préserver de la bêtise, savoir lire peut nous en rapprocher. Que dire des mots qui divisent, méprisent, intimident? Qui nous soufflent les réponses du jour? Qui transforment nos délices en vices cachés ou en vertus selon l'époque? Qui nous laissent un goût de fer ou, au contraire, nous flattent pour mieux nous harponner? Qui nous épinglent et nous tuent? D'ailleurs, sommes-nous toujours en mesure de reconnaître ces mots? Et de les ouvrir pour en libérer le suc?

Savoir lire peut-il changer une vie? Je me demande si Zia, Eleanor, Bibi, Raymonde en viendront peu à peu, elles aussi, à taire ce qu'elles savent, à se laisser glisser irrémédiablement vers l'ignorance... qui prend la forme d'une ruée sur une pile de livres au moindre problème rencontré, ou pour s'adonner à un nouveau passe-temps. Auront-elles froid subitement à l'idée d'un monde sans mots? Finiront-elles par lire le dictionnaire avec application un soir au chalet, par tapisser leurs armoires de papier journal, par garder précieusement les manuels d'instruction des appareils cassés ou perdus?

Je me demande si, finalement, elles auront perdu au change. Difficile à dire. Surtout après avoir vu Mirna lire inlassablement et avec un plaisir fou les messages enfouis dans les biscuits chinois à la dernière fête des bénévoles.

Les promesses et périls du numérique

La numérisation du livre, comme toute technologie, entraîne avec elle son lot de transformations – notamment dans les habitudes de lecture. Elle peut favoriser, si on n'y prend pas garde, une plus grande emprise de la logique marchande sur la culture.

ANDRÉ MONDOUX

L'auteur, sociologue, est professeur à l'École des médias de l'UQAM

Au cours des deux dernières années, avec la montée des lecteurs numériques et, surtout, de la fulgurante popularité des tablettes (iPad et autres), la notion de livre et de journal numériques s'impose de plus en plus. L'idée de lire un texte sur un support électronique n'est plus anathème; après tout, n'écrit-on pas davantage devant l'écran que penché au-dessus d'une feuille blanche? C'est ainsi que le livre numérique est généralement vu comme la suite logique de nos avancées technologiques. Toute résistance en ce sens relève-rait de la compréhensible lutte – mais perdue d'avance – du courant humaniste pour ne pas perdre l'un de ses plus beaux fleurons: le livre. Pourquoi en effet s'attacher à la suprématie, de plus en plus obsolète, d'un contenant? Les idées ne voyagent-elles pas aussi bien par électrons que sur papier?

Le problème est que pour la majorité d'entre nous, la dimension technique du livre numérique n'est que... technique. Autrement dit, la technologie nous paraît neutre intuitivement et entièrement assujettie à notre volonté. Ce n'est pas le cas. Comme disait le sociologue et historien Melvin Kranzberg, la technologie n'est ni bonne, ni mauvaise... et elle n'est surtout pas neutre. En effet, la technique est toujours porteuse de transformations sociales, politiques et économiques; le mode de faire qu'elle véhicule renvoie toujours aux dynamiques sociales qui l'ont façonnée. De même que le moteur à combustion a induit un univers qui lui est propre (routes, autoroutes, motels, stations-service, tourisme, pouvoir des pétrolières, pollution, guerres pour le pétrole, etc.), le livre numérique induira des transformations particulières.

LE PRÉSENT

Une des tendances majeures liées à l'essor des technologies numériques est la forte individualisation: de l'ordinateur personnel au téléphone intelligent, nous vivons de plus en plus dans un quotidien marqué par des périphériques personnalisés (le portable, par exemple) dont l'usage se décline sur le mode du «moi». Nous voulons



Marie Surprenant, *La mouchette ramène le jour (détail)*, 2003, livre d'artiste. Le dormeur debout, acrylique sur papier de soie, 22 x 56 cm

les choses en temps réel, au présent, ici et maintenant. En un sens, le livre numérique, lorsque joint à ces périphériques et à Internet, permet d'avoir un accès rapide à une quantité phénoménale d'ouvrages. Le livre est accessible comme jamais il ne l'a été auparavant, ravivant les rêves d'une émancipation démocratique par le savoir. Par contre, cet accent sur le présent, l'accessibilité sur le mode du «ici et maintenant», se fait souvent au détriment de la synthèse et de la conceptualisation: de Facebook à Twitter, nous lisons désormais du contenu rédigé à la volée, relevant généralement de l'expression émotionnelle et conçu pour être consommé sur le même mode, soit en temps réel et sur de petits appareils mobiles. Dans un contexte où le terme conversation est désormais appliqué aux échanges de 140 caractères et moins (Twitter), assisterons-nous à l'ère des «romans instantanés»? Les réflexions denses et de longue durée arriveront-elles à se tailler une place dans le maelstrom du présent?

LA CONCENTRATION ÉCONOMIQUE

La numérisation menée par les industries culturelles a de profondes conséquences sur elles. Les déboires de

l'industrie du disque, qui a mal su aborder ce virage, en attestent. Dans la plupart des cas, c'est le secteur de la distribution qui est le plus directement affecté puisqu'Internet permet de faire circuler sur-le-champ, directement du créateur au consommateur, les grands produits culturels de masse (livres, musique, photos, films, télévision, journaux et magazines). D'un côté, cette brèche dans le pouvoir des grands éditeurs et distributeurs pave la voie aux productions indépendantes et laisse entrevoir une vie culturelle qui puisse fleurir hors des sentiers commerciaux. D'un autre côté, la numérisation a aboli plusieurs frontières entre des secteurs qui étaient autrefois distincts: les mêmes grands joueurs distribuent aujourd'hui des contenus télévisuels en tous genres, offrent l'accès Internet, des services de téléphonie IP et des cellulaires.

La question est donc de savoir si le livre, une fois numérisé, se fera à son tour intégrer au sein de grands conglomerats économiques, avec le risque d'être soumis à une logique de complémentarité économique avec d'autres produits culturels.

LA PRIVATISATION DE LA CULTURE

L'idée directrice du livre – et de toute production culturelle – est de favoriser la dissémination d'idées et d'enrichir ainsi le vivre-ensemble. Pour favoriser cette diffusion, on accorde un droit exclusif à l'éditeur et à l'artiste de jouir des bénéfices économiques de l'œuvre. Ainsi, la première formulation du droit d'auteur remonte au Statut d'Ann qui, en 1710, accordait à l'éditeur un droit exclusif d'utilisation d'une durée de 14 ans et, une fois cette période écoulée, de 14 ans à l'auteur. Par la suite, l'œuvre entrait dans le domaine public, c'est-à-dire qu'elle était redonnée à la société. Aujourd'hui, 300 ans plus tard, nous ne parlons plus du droit de copier (*copyright*), mais bien de propriété intellectuelle où l'usage exclusif est systématiquement reconduit: la firme Disney, par exemple, a réussi, en 1998, à obtenir du gouvernement américain une extension lui accordant une «protection» pouvant atteindre 120 ans après la création ou 95 ans après la publication. Ainsi, bien que

Le livre est accessible comme jamais il ne l'a été auparavant, ravivant les rêves d'une émancipation démocratique par le savoir. Par contre, cet accent sur le présent, l'accessibilité sur le mode du «ici et maintenant», se fait souvent au détriment de la synthèse et de la conceptualisation.

l'empire Disney ait pu sans retenue piger et s'inspirer des contes du domaine public (Cendrillon, Blanche-Neige, La Petite Sirène, etc.), ne vous avisez surtout pas de toucher à la souris Mickey... Signalons également à ce chapitre le projet de Google de numériser, sans une permission explicite, des milliers d'ouvrages, geste qui a été âprement contesté devant les tribunaux. Plus récemment, les maisons d'édition Albin Michel, Flammarion et Gallimard ont entamé des procédures judiciaires contre Google pour la numérisation non autorisée de milliers de livres et lui réclament plus de 13 millions de dollars en dommages et intérêts. Depuis les dernières années, le Canada, où la durée de protection des œuvres est de 50 ans après la mort de l'auteur, subit les pressions d'autres États, dont les États-Unis, pour qu'il rehausse comme eux cette durée à 70 ans ou plus.

La nature même du numérique accentue ce danger de privatisation de la culture. En effet, la numérisation des œuvres, bien qu'avantageuse à certains égards, engendre néanmoins de graves problèmes, dont la prolifération et la distribution non autorisée à grande échelle de ces dernières. Il faut alors s'assurer que les mesures anti-piratage – comme les MPT (mesures de protection techniques) qui peuvent, à même le fichier numérique, limiter le nombre de reproductions – ne servent pas de prétexte pour restreindre la libre circulation. Cela va à l'encontre du principe de l'épuisement du droit – le droit de prêter, donner ou revendre une œuvre achetée – et affecte l'esprit même de la bibliothèque comme service public, en ce qui concerne le livre.

Il faut donc prendre garde à ce que la numérisation du livre, qui sera accompagnée sans nul doute par des réformes et la création de pratiques de production et de consommation, ne soit assujettie à une pure logique marchande. Par définition, les idées doivent être partagées. C'est-à-dire qu'elles sont destinées à desservir et à enrichir la culture. Pour ce faire, les œuvres – qui en sont l'expression – doivent retourner au lieu d'origine de ces idées, soit le domaine public. Avec l'arrivée du livre numérique, nous aurons à naviguer entre deux pôles: d'un côté, assurer l'efficacité techno-économique – la numérisation devant se plier aux impératifs et intérêts économiques – et, de l'autre, préserver notre richesse culturelle et la libre circulation des idées. ●

Les Classiques des sciences sociales : lire des œuvres-phares

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

L'auteure est
secrétaire de
rédaction à
Relations

On doit à Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Chicoutimi, et à une équipe de dévoués bénévoles, la numérisation de milliers d'ouvrages dont la lecture est gratuite et accessible partout dans le monde à ceux qui disposent d'un accès Internet. Le site Web *Les Classiques des sciences sociales* (<<http://classiques.uqac.ca>>) offre depuis 1999, bien avant la «googlisation» du livre, une bibliothèque numérique en sociologie, anthropologie, science politique, économie politique, histoire, criminologie, travail social ainsi qu'en philosophie sociale et politique. En 2010, un million de pages étaient téléchargées mensuellement et environ 10000 visiteurs fréquentaient des œuvres fondatrices (Durkheim, Mauss, Marx, Halbwachs, Spencer, etc.), mais aussi des textes d'auteurs contemporains, dont plusieurs intellectuels québécois (Freitag, Fournier, Rocher, Dostaler, etc.). Des étudiants africains et chinois, et même des prisonniers s'instruisant *intra muros*, peuvent ainsi lire des ouvrages entiers dont leurs bibliothèques sont dépourvues par mal-financement.

C'est en cherchant une édition francophone d'un vieux texte de Karl Mannheim (*Idéologie et utopie*) pour en parler à ses étudiants que Jean-Marie Tremblay réalise que l'héritage intellectuel livresque qui a formé sa génération ne peut être ignoré dans notre société numérique. Il souhaite alors léguer aux générations plus jeunes des textes fondateurs, en langue française, et aussi contribuer à diffuser le patrimoine intellectuel contemporain du Québec. Mais plus encore, face à la fragmentation du savoir, l'émiettement des connaissances, Jean-Marie Tremblay ressent le besoin «de retourner aux textes originaux et complets, et pas seulement à des interprétations ou à des morceaux choisis»¹. Il veut revenir à l'essentiel des œuvres fondatrices des «humanités», soit comprendre le monde comme une totalité, en développer une vision synthétique, dans une société où les savoirs sont parcellisés et hyper-spécialisés.

Dès le départ, l'idée que la diffusion de ce corpus de connaissances sur Internet doit être libre et gratuite, c'est-à-dire exempte de droits à payer, est indiscutable. Comme si la propriété privée des connaissances était abolie, puisqu'il n'est plus nécessaire de payer pour avoir accès à des livres entiers. Le site diffuse donc des œuvres contemporaines, avec l'autorisation de leurs auteurs (les Québécois seraient plus favorables que les Européens), ainsi que des œuvres du domaine public au Canada, soit celles d'auteurs décédés depuis 50 ans et plus. En France, il faut attendre 70 ans.

Mais cette vision de la libre circulation des idées conduira *Les Classiques* au centre des débats sur la numé-

risation des livres et les droits d'auteurs. En 2010, le site met en ligne les livres d'Albert Camus, mort en 1960, il y a 51 ans. Presque toute son œuvre est donc libre de droits au Canada, mais pas encore en France – elle le sera en 2030. Le service juridique des éditions Gallimard exige rapidement que l'accès aux livres de Camus soit bloqué aux internautes... français! (voir Félix Gatié, «Camus en ligne de mire», *Libération*, 2 février 2011). *Les Classiques* obtinrent et installent un filtre empêchant les internautes français de télécharger lesdits ouvrages, la loi française Hadopi pouvant entraîner des poursuites onéreuses pour un petit organisme québécois à but non lucratif.

Au-delà des arguties juridiques, ce sont deux visions qui s'opposent clairement dans cette affaire, comme dans d'autres qu'ont connues *Les Classiques* (notamment avec les PUF, en 2003) : celle de la gratuité du savoir et celle de sa commercialisation. Selon la première, les droits d'édition sont jugés abusifs et les droits d'auteurs devraient s'appliquer aux auteurs contemporains vivants. Après leur mort, leurs œuvres deviendraient partie intégrante du patrimoine intellectuel de l'humanité. En effet, sur la base de quelle légitimité restreint-on la diffusion des œuvres d'auteurs décédés? Pourquoi ne pas diffuser leurs idées et les garder vivantes au nom de la transmission du savoir? Limiter l'accès aux connaissances au profit des éditeurs, parfois des multinationales, relève d'une logique d'appropriation capitaliste qui n'a pas sa place dans le domaine de la diffusion du savoir. La recherche de profits prend ainsi le pas sur l'accès à la connaissance. Le géant Google, par exemple, qui numérise actuellement le contenu des bibliothèques, s'accapare ainsi des œuvres aux dépens du public et des auteurs vivants, sans leur autorisation. En effet, Google cherche à devenir littéralement propriétaire des livres une fois qu'ils sont numérisés. Ces ouvrages ont pourtant été préservés par la collectivité (l'idée même de bibliothèque en témoigne) parfois pendant des siècles.

Ce processus de privatisation du patrimoine intellectuel, un bien public inestimable, s'effectue très rapidement, les géants mondiaux numérisant de manière massive à l'aide de procédés informatiques sophistiqués. C'est dans ce contexte que des bibliothèques numériques indépendantes et artisanales comme *Les Classiques* se révèlent essentielles, à la fois pour garder vivantes les sciences humaines en langue française (dont un vaste corpus québécois), et encourager la lecture d'œuvres-phares, affranchies de droits de propriété.

1. Voir Stéphane Baillargeon, «Le chef-d'œuvre méconnu», *Le Devoir*, 31 oct.-1^{er} nov. 2009.



70^{ans}

DE REGARD PERÇANT

ReLations

**ABONNEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT!**

« La revue *Relations* compte parmi les plus anciennes publiées au Québec. Pourtant, elle demeure **plus jeune que jamais!**

Elle aborde avec une audace qui ne se dément pas tous les grands thèmes de l'actualité. Elle porte un regard critique sur la culture, la politique, l'économie, les religions, etc. Une critique réfléchie, constructive et rafraîchissante **qui va au fond des choses.** On gagne immanquablement à lire *Relations*. »

GUY ROCHER, sociologue

Les chefs d'État et la lecture

Le rapport que chacun développe avec la lecture, avec les livres, est révélateur d'un rapport au monde et à l'expérience humaine. Ainsi, il n'est pas futile de s'interroger sur celui qu'entretiennent – ou non – les chefs d'État.

CLAUDE VAILLANCOURT



En avril 2007, l'écrivain Yann Martel, dans une opération médiatisée, a commencé à envoyer un livre tous les quinze jours au premier ministre Stephen Harper, accompagné d'une lettre. Son but : offrir de grandes œuvres littéraires qui permettraient de meubler les quelques moments de quiétude de l'homme d'État. Tout cela parce que lors d'une cérémonie fêtant les 50 ans du Conseil des Arts du Canada, le premier ministre n'a pas dit un mot, « je crois qu'il n'a même pas levé les yeux sur nous », a dit Yann Martel, invité comme d'autres artistes à l'événement.

L'écrivain s'est arrêté à la cent unième lettre, las de ce « long cul-de-sac épistolaire », de cette « stérile entreprise ». Jamais, il n'a reçu la moindre réponse de Stephen Harper, le moindre accusé de réception – alors que Barack Obama, président du pays voisin, lui a envoyé un

petit mot pour dire à quel point ses filles et lui avaient apprécié *L'Histoire de Pi*, son roman le plus connu.

L'initiative de Yann Martel nous permet de réfléchir aux liens entre les chefs d'État et la lecture – et l'art, de façon plus générale. En alimentant en livres Stephen Harper, l'écrivain souhaitait le sensibiliser à tout ce qui donne un sens, selon lui, à la « civilisation canadienne », à ce qui subsiste et perdure, alors que les entreprises, tellement favorisées par le pouvoir en place, « viennent, puis elles disparaissent sans laisser de trace ». En se rappelant la valeur de la culture et de la littérature, le premier ministre aurait alors mieux pris la responsabilité de soutenir et de financer adéquatement les arts.

CHEFS D'ÉTAT LETTRÉS

Mais la culture personnelle d'un chef d'État, son intérêt pour les lettres, sont-ils garants d'une plus grande considération pour les arts ? De tout temps, les relations entre le pouvoir et les artistes ont été d'une grande complexité. Certes, l'ignorance et le manque d'intérêt pour la littérature et l'art mènent presque nécessairement à leur affaiblissement. Mais un goût élevé pour le travail des artistes peut à la fois provoquer une explosion de la création, comme au temps de la Renaissance italienne, ou mener à une récupération de leurs œuvres à des fins de propagande – comme à l'époque de Louis XIV, qui avait réuni autour de lui les meilleurs artistes afin qu'ils se consacrent à sa propre gloire. Le plus souvent, la ligne de démarcation entre ces deux tendances reste difficilement perceptible.

Il n'est certes pas prioritaire pour un chef d'État d'être passionné de lecture et de littérature. Mais plusieurs d'entre eux ont tenu à démontrer que la connaissance des grandes œuvres, voire une pratique de l'écriture, pouvaient être des atouts précieux. Aimer la littérature, c'est faire preuve de sensibilité, se situer dans une tradition humaniste, s'intéresser à la fois à la civilisation et à la parole, dans sa précision, sa beauté, son raffinement. Écrire soi-même prolonge cette expérience puisque l'auteur s'expose publiquement, se joint à une communauté dont il n'a pas le contrôle, éprouve la vulnérabilité de celui qui se commet par un livre, prend le risque de se faire aimer ou décrier, apprécier puis oublier.

En France, plus particulièrement, un pays où la littérature est hautement considérée, plusieurs présidents, de droite comme de gauche, ont allié lecture et écriture. Charles de Gaulle, brillant mémorialiste, a nommé un

Marie Surprenant,
Le perdu, 2003, livre
d'artiste composé
de 100 dessins,
encre sur papier
de soie, 8 x 47 cm

L'auteur, professeur de
littérature et écrivain,
a entre autres publié
Le paradoxe de l'écrivain
(Triptyque, 2003) et
L'inconnue (Québec
Amérique, 2011)



Marie Surprenant,
Le livre du Voyageur
n° 35, 2001, livre
d'artiste, huile sur
papier, 13 x 62 cm

écrivain célèbre, André Malraux, comme ministre de la Culture. Son successeur, Georges Pompidou, avait publié, avant de prendre le pouvoir, une anthologie de la poésie française. Même le rigide Valéry Giscard d'Estaing a écrit deux romans, bien après ses années au pouvoir, il est vrai.

Chez notre voisin du Sud, le cultivé Barack Obama contraste vivement avec son prédécesseur George W. Bush – l'homme d'une seule lecture, la Bible, et d'une autobiographie pour laquelle il s'est aussitôt fait accuser de plagiat. Obama doit même en partie sa remarquable ascension à une autobiographie réussie et appréciée par de nombreux lecteurs, *Les rêves de mon père*, publiée en 1995 et rééditée en 2004.

Certains auteurs reconnus se sont mêmes pliés à l'exigeant exercice du métier d'homme d'État, dont le poète Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal (1960-1980) et le dramaturge Vaclav Havel, président de la République fédérale tchèque et slovaque (1989-1992), puis de la République tchèque uniquement (1993-2003). Bien que soumis aux vicissitudes du pouvoir, ces deux chefs se sont distingués par leur esprit de conciliation et un respect de la démocratie, dans des circonstances difficiles.

LECTURE ET LIBERTÉ

Un fait toutefois demeure : la sensibilité d'un homme d'État à la littérature n'est en rien garante d'un bon gouvernement, soucieux de justice sociale, du respect des droits humains, émancipé des intérêts des puissantes élites. Ce qui peut se vérifier, en douce, à l'échelle de notre pays. L'érudit premier ministre Trudeau n'a jamais montré un grand intérêt pour la culture québécoise qu'il a plongée dans le grand bain du multiculturalisme pour l'affaiblir. Lucien Bouchard, défenseur des arts, qui s'émouvait tant de certains passages de *À la recherche du temps perdu* de Marcel Proust, a fait preuve d'une grande insensibilité devant les effets des coupes insti-

guées par lui dans nos services publics. Son successeur Bernard Landry faisait honneur à sa formation de lettré acquise au collège classique en ayant recours au latin pour se sortir de situations délicates, mais s'est fait défenseur doctrinaire d'un libre-échange qui a partout favorisé les écarts entre les riches et les pauvres et qui demeure, en plus, incompatible avec la notion de diversité culturelle.

Mais l'expérience nous dit que l'intérêt du pouvoir pour les livres, la connaissance et la littérature ne s'accorde généralement pas avec la violence d'État, le contrôle social, la domination économique. Les grandes dictatures ont été impitoyables envers les livres et ceux qui les écrivent. La jubilation macabre avec laquelle se sont accomplis les autodafés de chefs-d'œuvre de la littérature par les nazis, trois mois après l'accession au pouvoir d'Hitler, a donné le ton à un règne d'une totale inhumanité. Les dictateurs qui se sont succédé dans les pays du Sud ont systématiquement ciblé comme ennemis publics poètes, romanciers et journalistes.

C'est que les livres en général, et la littérature en particulier, ne peuvent se concevoir que dans une grande liberté et une parfaite indépendance d'esprit. Voilà pourquoi prétendre publiquement les aimer, comme certains chefs d'État l'ont fait, est une sorte d'engagement à les défendre, si on veut faire preuve de cohérence, et à protéger ce qui vient avec, cette liberté farouche des citoyens qui nourrit un indispensable esprit critique.

Voilà aussi ce à quoi semble avoir renoncé Stephen Harper, prêt à jouer quelques notes des Beatles en public, mais pas à lever le doigt pour les livres et la culture. Son gouvernement s'est même directement attaqué aux auteurs par le projet de loi C-32 qui les aurait privés d'importants revenus en droits de copie d'œuvres. Mort grâce aux dernières élections, ce projet pourrait revenir sous une nouvelle forme maintenant que les conservateurs ont été réélus.

Malheureusement, notre premier ministre n'est pas seul dans son camp. L'image du chef d'État recueilli devant un livre ou ému devant une grande œuvre littéraire cède le pas à une agitation qui devient plus rentable pour gagner des votes. Les Poutine, Bush, Berlusconi et Sarkozy ont pris d'évidentes distances envers une culture qualifiée d'«élitiste», préférant jouer sur d'autres cordes, comme le sport, la religion, les variétés. Obama serait ici une noble exception, bien que les exigences de la *realpolitik* aux États-Unis l'entraînent à intervenir le moins possible dans le secteur de la culture et qu'il traîne souvent son image d'«intellectuel» comme un handicap.

Autre belle exception : Hugo Chavez, qui distribue un million d'exemplaires d'une version abrégée de *Don Quichotte* de Cervantès pour fêter le 400^e anniversaire de l'œuvre. Certes, ce président donne prise à la critique sur certains aspects de son leadership et de son gouvernement; mais rarement aura-t-on vu un chef d'État valoriser de façon si claire une grande œuvre de la littérature, vue comme un bien fondamental qu'il faut faire connaître à tous. Cette distribution de livres se situe d'ailleurs dans le cadre d'une longue bataille contre l'analphabétisme.

AU SERVICE DU MARCHÉ

Cette nouvelle vague de chefs d'État affichant avec une certaine arrogance leur désintérêt pour la littérature – en France, Sarkozy a créé un vif émoi lorsqu'il a avoué, en toute franchise, avoir «souffert» en lisant *La Princesse de Clèves* – correspond très bien à un changement marqué dans l'évaluation de l'art en général en notre ère de néolibéralisme. Comme l'exprime avec une satisfaction complaisante l'essayiste Frédéric Martel dans *Mainstream* (Flammarion, 2010), en parlant du rôle des critiques d'art, «le nouvel arbitre a pour métier d'évaluer la culture non plus seulement en fonction de sa qualité – valeur subjective –, mais tout autant en fonction de sa popularité – valeur plus quantifiable». Inutile d'ajouter que dans une logique marchande, le «quantifiable» a infiniment plus d'intérêt que le «subjectif». Le rejet public de *La Princesse de Clèves* par Sarkozy s'intègre dans cette vision pragmatique de l'art qui ne doit être ni ancien, ni «ennuyeux», ni complexe, mais doit faire sonner les tiroirs-caisses de grandes entreprises du divertissement.

Or, les écrivains ont très souvent revendiqué l'«inutilité» de leur travail – le critique Gilles Marcotte a d'ailleurs carrément intitulé son dernier essai *La littérature est inutile* (Boréal, 2011). Dès que le livre entre de plain-pied dans le système économique, qu'il devient utile par les ventes qu'il génère, il sacrifie ainsi sa nature propre, l'une de ses plus éminentes caractéristiques. Le libéralisme économique implique un libéralisme dans le domaine culturel, et défendre l'un entraîne presque nécessairement l'autre. À notre époque, il devient donc

impératif que l'État (et donc celui qui en est à la tête) n'intervienne pas sur les marchés en donnant une valeur «culturelle» à la lecture, ce qui nécessiterait alors qu'on la protège et la valorise davantage.

De ce fait, l'image «contre-littéraire» recherchée par la majorité des chefs d'État actuels ne correspond-elle pas tout simplement à l'esprit mercantile de notre temps? À une société au service du marché qui se satisfait d'un président ou premier ministre d'abord et avant tout préoccupé par l'expansion des affaires – et qui crée presque nécessairement un grand vide culturel autour de lui? Le premier ministre d'Italie, Silvio Berlusconi, propriétaire de puissantes industries du divertissement, est l'incarnation à la fois malheureuse et caricaturale de ce phénomène : ses entreprises ont largement fabriqué le monde tape-à-l'œil, insignifiant et acculturé qui a favorisé sa propre émergence comme phénomène politique. Pendant ce temps, ses coupes drastiques dans le soutien à la culture ont mené à l'effondrement de plu-

Les grandes dictatures ont été impitoyables envers les livres et ceux qui les écrivent. La jubilation macabre avec laquelle se sont accomplis les autodafés de chefs-d'œuvre de la littérature par les nazis, trois mois après l'accession au pouvoir d'Hitler, a donné le ton à un règne d'une totale inhumanité. Les dictateurs qui se sont succédé dans les pays du Sud ont systématiquement ciblé comme ennemis publics poètes, romanciers et journalistes.

sieurs murs de la Maison du gladiateur à Pompéi, catastrophe qui prend la dimension d'un symbole tant elle est caractéristique d'une négligence généralisée... Pour sa part, confronté à une chute de popularité, Nicolas Sarkozy a certes tenté de se réfugier derrière une image qui ne cesse malgré tout de plaire aux Français – celle d'un président qui lit, aidé en cela par son épouse chanteuse et parolière Carla Bruni –, mais comment croire en la sincérité de sa démarche?

Ainsi, plus que jamais, l'amour pour la littérature et les livres exigeants, surprenants, qui évitent le formatage de la culture industrielle, devient une forme de résistance. La vivacité de poètes, de romanciers audacieux et d'essayistes iconoclastes ne cesse heureusement de toucher un public ravi et obstiné. Le fait que ces auteurs trouvent parfois même une petite place dans la kermesse du livre commercial, nous rassure. Il faut souhaiter que cette résistance perdure et se développe. Parce que défendre une culture de qualité, faite d'authenticité et non de recettes industrielles, valoriser l'éducation et les valeurs démocratiques, répandre le plus largement possible ces valeurs, malgré d'indicibles contraintes, nous donnera – il faut y croire – les chefs d'États auxquels nous aspirons : sensibles, ouverts, indépendants d'esprit, visionnaires et... grands lecteurs. ●

Repérer son noyé et le hisser dans sa barque

Lire et écrire des romans,
c'est entrer dans le mystère de la vie.
De sa propre vie.

ROBERT LALONDE

L'auteur est
comédien et écrivain

On ne lit pas, on n'écrit pas, un roman ou une nouvelle. On lit, comme on écrit, une phrase, une puis une autre – il y a parfois trois jours entre les deux. C'est toujours le surgissement d'un personnage qui déclenche l'affaire. Commencer à lire, c'est tâcher de saisir l'arrivée inopinée du personnage. Puis on attache les morceaux où l'on voit le personnage, sans s'efforcer de lier artificiellement les moments. Celui, celle qui lit, vit et a vécu, comme l'auteur, comme le personnage, écrira, achèvera l'histoire. Le lecteur fait au moins la moitié du travail du romancier – de cela j'en suis absolument convaincu: de nombreuses preuves m'en ont été fournies par des lecteurs qui sont allés beaucoup plus loin que moi dans mes histoires.

L'écriture d'un roman, d'une nouvelle, est en fait une chasse, ou plutôt une battue. Le romancier n'est pas celui qui abat le gibier, mais celui qui fait lever la bestiole. C'était mon rôle à la chasse avec mon père et mes oncles: je faisais du tapage dans la fardoché et puis j'entendais tirer. J'accourais, je trouvais la bête morte couchée dans l'herbe. Ils l'avaient aperçue et l'avaient abattue, mais c'était moi qui l'avais fait sortir de sa cachette. L'écrivain, comme l'écrit Stendhal, ne peut se permettre d'avoir un œil faux, c'est-à-dire un œil qui n'aperçoit que la vision commune et tire des conclusions hâtives. Il lui faut tâcher de voir et du même coup accepter de ne voir que ce qu'il voit: des traces, des pistes qui mènent au mystère des êtres et de la nature. Comme l'écrit Pablo Neruda: «Nous ne cherchons pas le mystère, nous sommes le mystère.» Et Jean Giono, lui, écrit: «Quand les mystères sont très malins, ils se cachent dans la lumière. L'ombre n'est qu'un attrape-nigaud.»

À notre époque de «chimères bio-industrielles, de stérilité productive et de lucidité inféconde», comme écrit Nicole Brossard, le romancier – il n'est bien sûr pas le seul – reconnaît qu'il existe des lois fondamentales qui font de tous les êtres vivants des errants qui cherchent à la fois à s'abandonner, à abdiquer leur unicité parfois effrayante et qui luttent pour que la mort n'ad-

vienne pas. Écrire, lire, c'est savoir cela, c'est admettre cela.

On écrit et on lit pour soi et pour les autres. Les autres sont comme moi, les autres sont moi. Nous sommes tous des enfants qui parviennent mal à grandir, qui sont voués à la désobéissance, à l'erreur, au bonheur accidentel et qui rêvent, comme Meaulnes, le héros d'Alain-Fournier, de retrouver la maison abandonnée.

Si la vie, notre vie, n'est pas toujours à la hauteur, c'est parce qu'on ne la voit pas, qu'on la traverse en aveugles et en sourds. Écrire, lire, c'est sortir de la vie qu'on ne voit pas et tenter, à l'aide des mots usés de tous les jours, mais aussi, parfois, avec des mots insoupçonnés, neufs, de décoder l'indéchiffrable. On décrypte alors un langage qui au jour le jour est indéchiffrable, parce que codé et souvent plus proche du mensonge que de la vérité – si tant est qu'il y ait une vérité. La pensée, l'émotion, brusquement ne sont plus dissimulées par les mots, mais révélées, vivantes, frémissantes et la joie est forte de douter enfin de ce qu'on nous a toujours répété. On se sent alors à la fois plus complexe et plus libre et c'est comme une deuxième naissance. Quand Neruda, par exemple, écrit: «Nul ne peut imaginer la tendresse d'une langouste», il me donne à voir, d'abord que je ne sais pas vraiment ce qu'est une langouste, que donc je ne sais pas regarder, voir, sentir et ensuite qu'il n'y a peut-être pas de plus grande solitude et de plus grand bonheur que d'exister au fond des mers, à l'écart des hommes.

Mais qui peut vivre retiré du monde – surtout aujourd'hui, où il nous arrive de partout à la fois? Il n'existe plus de tour d'ivoire. Partout, toujours, le monde nous rattrape, puisqu'il est d'abord en nous.

Si je reviens toujours à la fiction, c'est parce que j'ai besoin d'avancer sans savoir ce qui va survenir. Un peu comme si, suivant la piste d'un personnage, découvrant son histoire, j'allais mieux apercevoir mon réel à moi, c'est-à-dire mon propre mystère. Christian Bobin écrit: «Ce qu'on sait de quelqu'un nous empêche de le connaître.» Je crois cela aussi. Incompréhensible à ses propres yeux, le personnage m'apprend que lorsqu'on lit, comme lorsqu'on écrit, on ne peut jamais réduire, simplifier – comme le fait par exemple la télévision –, on ne peut pas juger, on ne peut même pas circonscrire ce qui nous tient lieu de destin.

Il y a cette image métaphorique de l'écriture, de la lecture, lue il y a de ça une vingtaine d'années, sous la

Écrire, lire, c'est sortir
de la vie qu'on ne voit pas
et tenter, à l'aide des mots
usés de tous les jours, mais
aussi, parfois, avec des
mots insoupçonnés, neufs,
de décoder l'indéchiffrable.



plume de Gabriel García Márquez et qui n'a jamais cessé de me hanter. Un soir, l'écrivain – il n'était alors qu'un enfant de dix ans – observait, assis sur une pierre du rivage, des barques de pêcheurs évoluant sur la rivière. À l'avant de chacune des barques, un homme tenait une lanterne à bout de bras. Les embarcations décrivaient des cercles de plus en plus concentriques. Quand le cercle s'est fait tout petit, l'homme a poussé un cri et aussitôt les autres se sont approchés et ont tiré de l'eau le corps du noyé. «Écrire ou lire un roman c'est ça, pour moi, conclut García Márquez: c'est faire de grands cercles, puis des plus petits et finalement trouver mon noyé et le remonter – même s'il est, comme on dit, trop tard.»

Il faut aussi parler de l'enfance, qui nous contient entièrement, mais sans perspectives – de là l'impression qu'elle nous laisse d'un paradis perdu. L'enfant ne sait pas s'il sera génie ou canaille, fou, ou assassiné. Il est bienheureux ou désespéré – souvent l'un et l'autre, tour à tour – comme ça, sans savoir, enlisé dans un réel «sans perspectives». Après, il s'extirpe du panier, comme le poisson pêché. D'abord il étouffe, seul, et il a peur. Puis il

barbote dans une flaque miraculeusement surgie devant lui, il retrouve le goût de l'eau et cherche le courant et s'il a de la chance, c'est-à-dire s'il lit, il le trouve. L'enfance n'est jamais idyllique, elle est au contraire extraordinairement chaotique, multiple, changeante, c'est l'âge des ténèbres et des éclairs dans le ciel, que l'enfant prend pour des signaux à lui seul destinés. C'est donc l'âge de la littérature par excellence. Et le vrai lecteur reste toute sa vie cet enfant-là.

J'écris et je lis parce que je n'arrive pas à croire au déterminisme – gènes et éducation – par lequel on a tenté et on tente encore de m'expliquer la vie. Quand l'amour, la peur, la haine, l'espérance, le dégoût seront proprement couchés sur la lamelle du grand microscope de la démystification universelle, que deviendront-ils? Des mécanismes mis à nu, absurdes, désenchantés, les pièces réunies d'une merveilleuse machine détruite et rien de plus. Laissons le romancier se mêler de ça. C'est à lui, à elle, de le faire. C'est ça son métier: nous faire voir et comprendre que la vie, comme l'a écrit Tchekhov, est tout simplement «un petit ou un grand sac avec lequel on naît». ●

Marie Surprenant,
*L'après-midi d'un
faune* (détail), 2003,
livre d'artiste *Le dormeur
debout*, acry-
lique sur papier de
soie, 22 x 56 cm

Livres sacrés

La lecture sait nous faire éprouver l'existence comme une histoire sainte, soit un temps, un lieu où la vie est plus que la vie. Elle est rencontre, présence, émerveillement.

JEAN-CLAUDE RAVET

L'auteur est rédacteur en chef de *Relations*

Souvent des livres accompagnent une existence. Ils en indiquent les tournants, les épreuves, les moments de grâce, en marquant les étapes. Devoir nous en départir ne pourrait alors se faire qu'au prix d'un profond déchirement. C'est que nous y revenons comme à des repères fondamentaux. De tels livres sont précieux qui nous placent en état de dialogue constant avec le monde, comme avec soi. Conversations vitales. «Un roman exceptionnel, dit Pierre Vadeboncoeur, c'est un roman qu'on ne finit jamais de lire» (*Les deux royaumes*, L'Hexagone, 1978, p. 76).

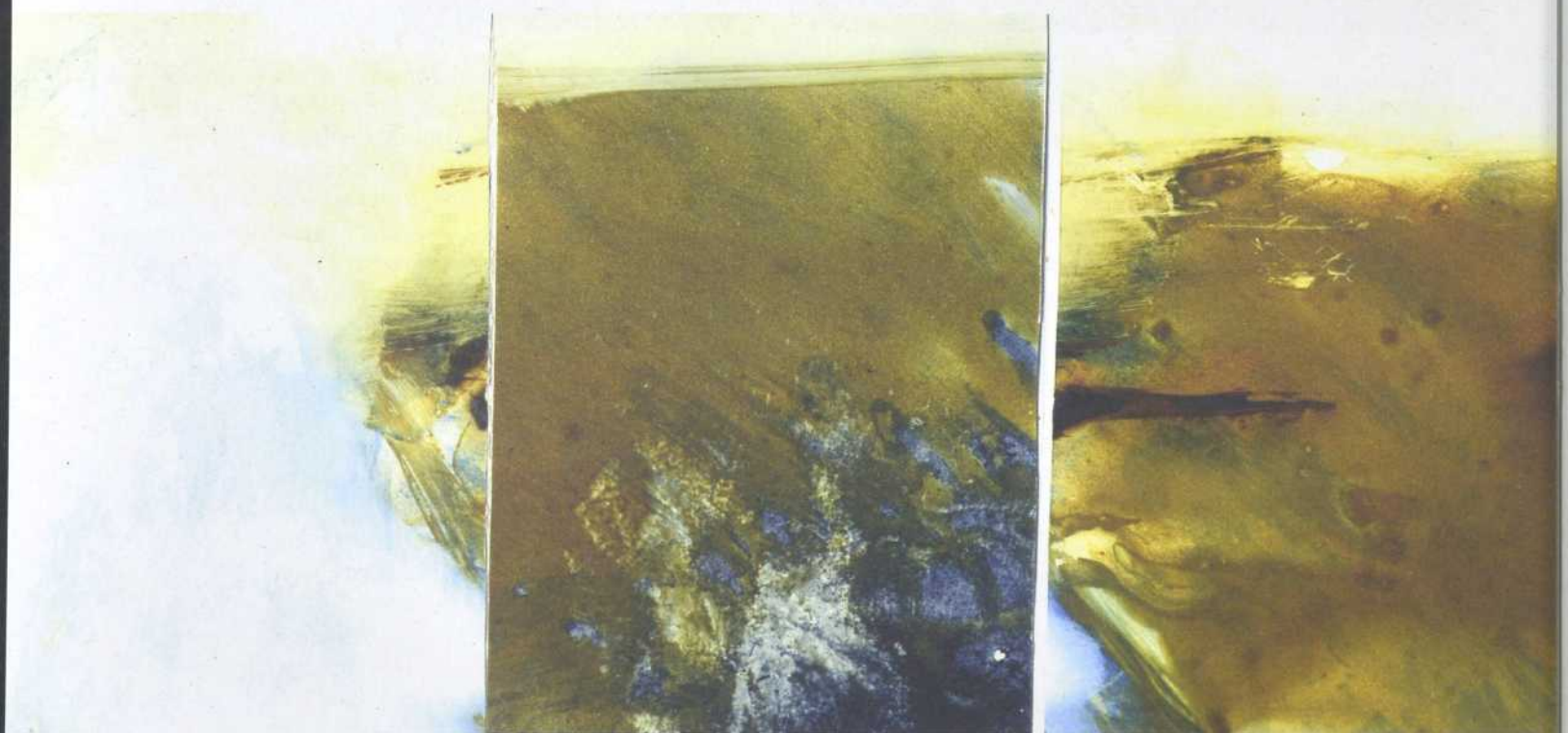
Selon Hannah Arendt, «nous humanisons ce qui se passe dans le monde et en nous en en parlant, et, dans ce parler, nous apprenons à être humains» (*Vies politiques*, Gallimard, 1974). La lecture de grandes œuvres nourrit ce dialogue et nous rend capable de résister aux formes de barbarie qui se dressent inévitablement quand, délaissant ce dialogue, nous agissons comme si nous

étions des êtres dépourvus de parole – ce à quoi renvoie l'étymologie grecque de *barbaros*. Les rescapés des camps de concentration ont souvent relaté comment la remémoration de poèmes leur avait permis de survivre à l'horreur. L'écrivain argentin Ernesto Sabato, récemment décédé à 99 ans, a été bouleversé quand un ami lui a avoué un jour, à propos d'un de ses livres, qu'il le «lisait tous les jours en cachette pour résister» (*Avant la fin*, Seuil, 2000, p. 174) au temps où il avait été emprisonné et torturé sous la dictature militaire.

De tels livres sont sacrés. Ernesto Sabato le suggère: «Je me suis toujours comporté devant les œuvres supêmes comme si j'avancais dans un texte sacré, comme si à chaque rencontre m'étaient révélées les étapes d'un voyage initiatique» (p. 51). Avec eux, en effet, se noue une véritable relation avec une transcendance, qui nous place sur la terre sainte de l'irruption du sens, en état d'écoute et de saisissement.

Ces livres deviennent sacrés parce qu'ils en viennent à délimiter un espace essentiel de recueillement et de ressourcement qui engage l'existence. Recueillir, cueillir, lire sont des verbes qui ont tous une racine latine commune: *legere*, faisant lui-même écho au grec *legein*: dire, cueillir. Le lecteur ne collecte-t-il pas, lui qui rassemble des lettres pour faire des mots et des mots pour créer du sens? Ou plutôt n'apprivoise-t-il pas avec les mots le sens qui le cerne de toute part, comme l'air qui devient

Marie Surprenant,
Le livre du Voyageur
n° 40, 2001, livre
d'artiste, huile sur
papier, 13 x 62 cm



souffle? Les choses, les êtres et le monde, leur mouvement et leur beauté, leur étrangeté et leur énigme, leur souvenir et leur promesse, ne se déclinent-ils pas en significations grâce à la médiation des mots? Comme sait le faire la parole. Le même enchantement, la même médiation. L'écriture cependant – parce qu'elle est une parole faite œuvre d'art – en révèle la profondeur inapparente, mais ressentie, des choses pétries de mots qui nous entourent – «la chair du monde» comme dirait Merleau-Ponty. L'écriture a ceci de particulier en effet qu'elle dévoile en quelque sorte le *dévoilement* de la parole. Elle matérialise ce rapport langagier, herméneutique, que l'être humain établit avec le monde qui l'habite, à travers l'imaginaire et la fiction. La parole se montre ainsi dans toute son intériorité: ce grâce à quoi nous sommes mis au monde.

Recueillir, cueillir, lire sont des verbes qui ont tous une racine latine commune: *legere*, faisant lui-même écho au grec *legein*: dire, cueillir.

L'EXISTENCE COMME INTERPRÉTATION

Dans cet espace symbolique que creusent l'écriture et la lecture, l'existence s'affranchit de l'immédiateté du réel – qui impose silence et soumission au nom de l'impératif du présent. Alors le passé cesse d'être passé, il devient contemporain du présent et l'interpelle, il se fait entendre comme un appel à se souvenir de rêves, d'espoirs et de luttes enfouis dans la mémoire du temps. L'histoire devient une longue conversation, à multiples voix, sur l'essentiel. Et cette distanciation d'avec le réel que procurent les mots permet à l'agir de n'être pas seulement réaction, commandement ou obéissance, mais aussi création, subversion, résistance.

Le livre incarne ce détour singulier des mots qui trouve certainement son achèvement dans le recueil poétique où les mots et les strophes entrelacés, mais aussi les blancs, les silences, tous les signes graphiques jusqu'à la page entière, participent de l'évocation d'un monde en tant qu'expérience vécue. «Le roman, dit Pierre Vadeboncoeur, retient l'être un peu plus longtemps, comme une eau que le creux de la main garde; et ce retard dans la chute par ailleurs universelle du temps fait un écart suffisant pour nous permettre d'éprouver le sol des choses, ou pour nous donner l'impression de l'éprouver» (*id.*, p. 67).

La lecture de livres sacrés des diverses religions n'entre pas dans une catégorie à part. Ce serait une erreur de le croire. Car elle est irrémédiablement enracinée dans l'expérience humaine. L'en arracher serait la défigurer. Si un livre peut être l'icône d'une présence, d'une relation privilégiée avec Dieu, un dialogue senti avec lui, c'est qu'il est, par sa capacité de rendre présente à soi l'expérience d'autrui, sacrement, c'est-à-dire signe d'une transcendance qui surgit tout naturellement de l'expérience humaine. L'être humain est chez soi dans cette ouverture à l'au-delà de soi.

Le livre est ainsi une fenêtre ouverte sur l'expérience religieuse. «Religion» signifie d'ailleurs relier, ou bien relire. À travers le livre, la voix de Dieu prend la texture du monde, du charnel, du terrestre. Si Dieu entre en relation avec l'être humain, et si l'humain noue une relation avec Dieu à travers le livre, c'est que l'une et l'autre de ces relations semblent pétries de la même pâte: la parole, l'écriture.

Le Coran, la Bible et les Évangiles ou les Upanishad, pour ne citer que ces livres considérés comme sacrés, sont des témoins de cette alliance singulière. Comme si les mots étaient le temple du mystère de l'existence. Comme si le geste de lire portait en lui l'appel au recueillement, à l'attention, à la présence. Que le livre sacré prenne souvent la forme de la poésie, comment s'en étonner?

L'Évangile porté à bout de bras durant la liturgie pascale ne se veut-il pas l'image d'un Dieu lisible, accompagnant les êtres humains dans leur marche dans l'existence? Un Dieu qui se donne à lire entre les lignes de l'existence, au cœur des combats et des épreuves, de la joie et de la solidarité. Retrait de Dieu dans le murmure livresque.

Saint Augustin disait que le premier livre sacré ce n'est pas la Bible, c'est la vie. Et c'est en tentant de la lire qu'on peut comprendre l'autre livre qui en éclaire le sens.

FRÈRE FRANÇOIS, LECTEUR DE DIEU ET DU MONDE

L'exemple de frère François, le petit pauvre d'Assise (1181-1226), évoque cette situation humaine. Son existence dépouillée, pauvre parmi les pauvres, est indissociable de son rapport à l'Écriture sainte. La guerre, son séjour en prison, sa rencontre bouleversante avec les exclus de la société bourgeoise naissante, l'expérience radicale de sa fragilité dans la maladie ont donné un goût différent aux paroles qu'il lisait ou qu'il entendait depuis toujours du haut de la chaire. Le texte devenait vie. Interprétation de la vie. Dialogue avec la vie. L'homme ainsi ébranlé, affranchi du sentiment pesant de la fatalité, y puisait des lampées de significations vitales. Le monde de son temps se dépouillait des oripeaux du pouvoir – et dans cette nudité soudaine, s'immisçaient des possibles insoupçonnés: un nouveau rapport sensible au monde où les choses et les êtres n'occupent plus les mêmes positions, les mêmes fonctions légitimant l'ordre social. Le pauvre supplantait le maître, la solidarité la rapacité, le partage la servitude. La profondeur du texte évangélique rejoignait les palpitations de l'espérance des humiliés et des bannis de l'histoire. L'Écriture sainte devenait occasion de rupture et de

création, écoute des voix étouffées du monde, rencontre de l'ineffable – parce que François avait osé lire sa propre existence et la société à laquelle il appartenait, et non pas simplement les subir. En se plongeant dans la lecture, avide de sens, il a dit un jour: «Voilà ce que je veux, voilà ce que je cherche, ce que du plus profond de mon cœur je brûle d'accomplir!»

François se méfiait de la glose des érudits et des théologiens «officiels» indiquant les manières selon lesquelles il fallait comprendre le texte évangélique. Elle écartait, selon lui, les

L'Écriture sainte devenait occasion de rupture et de création, écoute des voix étouffées du monde, rencontre de l'ineffable – parce que François avait osé lire sa propre existence et la société à laquelle il appartenait, et non pas simplement les subir. En se plongeant dans la lecture, avide de sens, il a dit un jour: «Voilà ce que je veux, voilà ce que je cherche, ce que du plus profond de mon cœur je brûle d'accomplir!»

chrétiens de cette amitié profonde avec le monde, de cet esprit de liberté des écritures, de cette expérience d'humanité dont le texte est le signe sensible. Des mots, des mots, des mots, aurait dit Shakespeare. Si l'Église triomphante, sise au côté des pouvoirs et des seigneurs, a pu trahir l'esprit de l'Évangile, c'est pour la simple raison qu'elle en méprisait la lettre, au nom d'une vérité désincarnée qui permet de ne pas prendre au sérieux les injustices, ni d'en res-

sentir l'indignation et le scandale. Dès lors, en effet, les mots ne renvoient pas à la vie. Ni la vie aux textes. Ce sont deux univers résolument clos. Imperméables. Indifférents l'un à l'autre, comme le sacré et le profane, comme l'âme et le corps, comme les riches et les pauvres. Irrémédiablement séparés. Spiritualisme obs- cène. Idéologie de domination. Lettre morte.

Qu'avait-il en tête ce petit pauvre d'Assise qui fit boule de neige dans les cœurs au point d'amorcer une insurrection inattendue au milieu d'une Église qui croulait sous le pouvoir et la richesse? Dieu devenait présent, marchait au milieu des pauvres de son temps. Il se faisait chair et reconnaître dans la condition humaine, trop humaine. Dans les cris et l'espérance des laissés-pour-compte. Il suspendait le destin implacable d'un ordre social divin où la mort et la maladie avaient une préférence de classe.

La lettre des Évangiles que François aimait tant, c'est la vie dépoussiérée de ses fards qui masquent la tragédie des pauvres privés de la joie, réduits à être les marchepieds des riches et des forts. C'est pourquoi il a fait son humble demeure dans cette tragédie, y semant les germes de la subversion. Ses frères et lui en témoignent, entrés de plain-pied dans le tumulte de leur époque. Leurs vêtements religieux étaient la bure de chanvre du paysan; leurs églises, des chapelles de pierres des champs; leurs milieux de vie, des masures des pauvres ou encore la route, comme les mendiants. Ils prenaient partie pour la beauté des défigurés et la force des humiliés contre la forfanterie des seigneurs et maîtres de leur temps. Lépreux bannis, artisans serviles des bourgs, paysans sans terre, mendiants invisibles des chemins, infidèles bons à massacrer. Ils étaient partout à témoigner de la lettre méprisée de l'Évangile, captifs d'un esprit désincarné vaguant comme un fantôme au milieu des palais et des basiliques.

François d'Assise aimait lire l'Évangile au pied de la lettre. Non pas comme les fondamentalistes. Ceux-là n'aiment pas la lettre, contrairement à ce que l'on pourrait penser. Ils l'abhorrent au contraire. Vous croyez voir un texte, disent-ils, mais c'est l'Esprit qu'il faut voir. Vous

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- DANTZIG, Charles, *Pourquoi lire?*, Paris, Grasset, 2010.
- ECO, Umberto, CARRIÈRE, Jean-Claude, *N'espérez pas vous débarrasser des livres*, Paris, Grasset, 2009.
- GERVAIS, Bertrand, *À l'écoute de la lecture: essai*, Québec, Nota Bene, 2006.
- GODBOUT, Jacques, *Lire, c'est la vie*, Montréal, Boréal, 2010.
- HAZAN, Éric et al., *Le livre: que faire?*, Paris, La Fabrique, 2008.
- MACÉ, Marielle, *Façons de lire, manières d'être*, Paris, Gallimard, 2011.
- MANGUEL, Alberto, *Une histoire de la lecture*, Arles/Montréal, Actes Sud/Leméac, 1998.
- MÉDAM, Alain, *La saveur des livres*, Montréal, Liber, 2009.
- MOLLIÉ, Jean-Yves (dir.), *Où va le livre?*, Paris, La Dispute, 2007.
- PROUST, Marcel, *Sur la lecture*, Arles, Actes Sud, 1988.
- SCHIFFRIN, André, *L'argent et les mots*, Paris, La Fabrique, 2010.
- ZAID, Gabriel, *Bien trop de livres? Lire et publier à l'ère de l'abondance*, Paris, Les Belles Lettres, 2005.

REVUES

- A bâbord!*, dossier «Promesses et périls du numérique», n° 35, été 2010;
- Claude Vaillancourt, «La littérature à la dérive», n° 8, février-mars 2005.

BIAGINI, Cédric, CARNINO, Guillaume, «Le livre dans le tourbillon numérique», *Manière de voir*, n° 109, février-mars 2009.

L'Express, dossier «La fabuleuse histoire des livres sacrés», n° 2999-3000, décembre 2008.

Liberté, dossier «Montréal, capitale mondiale du livre?», n° 271, février 2006.

Mémoires du livre, dossier «La lecture: agents, pratiques, usages et discours», vol.1, n° 2, 2010.

Sciences humaines, dossiers: «La lecture», n° 82, avril 1998; «Enquêtes sur la lecture. Au-delà des idées reçues», n° 161, juin 2005.

TREMBLAY, Emmanuelle, «La lecture ou l'effacement», *Spirale*, n° 200, 2005.

VAILLANCOURT, Claude, «Le fou des livres», *Mœbius*, n° 113, 2007.

FILMS

- Best-seller à tout prix* d'Annick Cojean et Vassili Silovic, France, 2006.
- La stratégie des marionnettes* de Lisa Sfriso et Vidéo Femmes, Québec, 2001.

SITES

- <www.usherbrooke.ca/grelq>: Groupe de recherches et d'études sur le livre au Québec
- <<http://classiques.uqac.ca>>: Les Classiques des sciences sociales
- <www.lelibraire.org>: Portail du livre au Québec
- <www.rgpaq.qc.ca>: Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

ReLations

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

À L'UNITÉ: 5,50 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$

À l'étranger (un an) : 55 \$

Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)

Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)

CONTACTEZ:

RELATIONS

Ginette Thibault

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Téléphone: 514-387-2541, p. 226

Télécopieur: 514-387-0206

relations@cjf.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

OUI, JE M'ABONNE À RELATIONS

Je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

COURRIEL _____

Je désire également offrir un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante:

NOM _____

ADRESSE _____

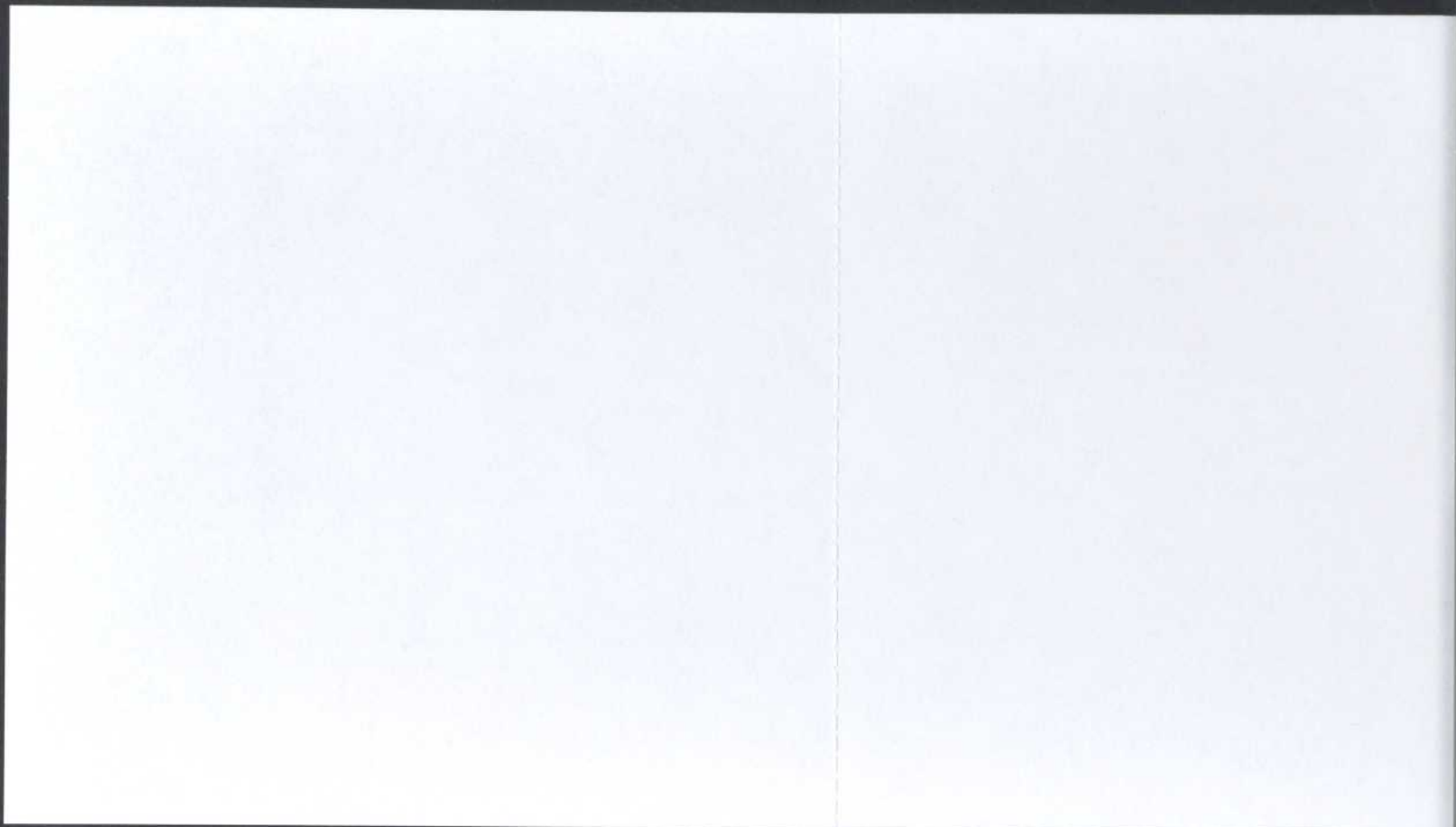
VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*) ☐
ou par carte de crédit

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____



croiez voir l'humain, mais c'est Dieu. L'être humain est trop indigne, vulgaire, infâme, matériel, humain... pour qu'il en soit le symbole. Vous ne pouvez agir envers les paroles de Dieu comme envers les autres paroles et les autres textes car elles ne sont pas pétries comme celles-ci d'expériences humaines et empêtrées dans l'histoire. Elles sont décharnées, esprits pétrifiés. Injonctions à faire, mais surtout pas matière à penser. Car les fondamentalistes sont pleutres face à la vie. Ils ont peur du doute, du questionnement. Ils ne se sentent en sécurité que dans la certitude. Un mot est un mot, il ne dit qu'une chose. Il s'agit de le savoir. Non d'interpréter, comme si la vérité pouvait avoir des visages multiples et changeants. Sacrilège. Les mots sont emmurés comme une demeure de riche qui n'est franchie que par une élite autorisée. Ceux-là ont beau se dire interprètes, ils professent plutôt. Répètent. Assèment des vérités en y ban-

nissant la vie. Ils préfèrent Dieu là où il n'est pas. Ainsi peuvent-ils s'évader dans les châteaux d'Espagne des vérités divines.

Aimer la lettre comme François l'a aimée, c'est aimer la vie, le monde, l'expérience de la vie et du monde. Sans cet amour, que peut bien vouloir dire l'amour de Dieu sinon fuite ou esquive? Interpréter, voilà une expérience religieuse fondamentale.

Comment dès lors s'étonner que le premier chant religieux en langue vulgaire, délaissant le latin, vienne de François d'Assise: *Le cantique de frère soleil*? Écrit en ombrien, il est, en effet, une des traces les plus anciennes de la littérature italienne naissante.

Car ceux qui ont découvert l'esprit dans la lettre savent le trouver dans toutes les langues. Dans toutes les cultures. Dans une multitude de livres. ●

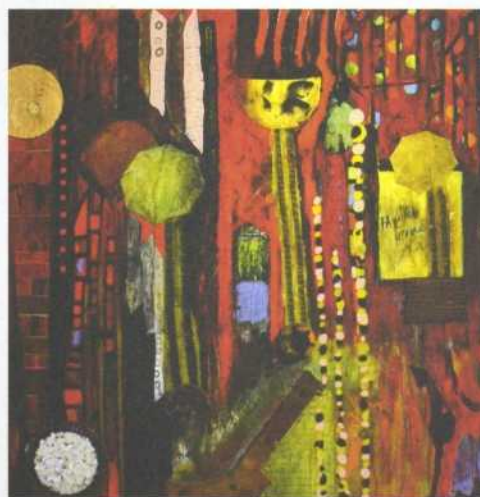
PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de septembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 1^{er} septembre. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur:

l'engagement social et politique des jeunes

La vague de cynisme qui submerge nos sociétés n'atteint pas toute la jeune génération; l'altermondialisme et l'écologisme, entre autres, témoignent d'une vitalité militante. Mais dans un contexte socio-économique favorisant l'individualisme au détriment des enjeux collectifs, le risque est réel que cet engagement soit de plus en plus vécu «à la carte», comme une expérience professionnelle «à valeur ajoutée». Qu'est-ce qui motive, en 2011, les jeunes à s'engager dans les mouvements étudiant, indépendantiste, féministe? De quoi est fait l'engagement des jeunes croyants progressistes, ou encore celui des jeunes artistes?

- une controverse sur les impôts des entreprises;
- un regard sur la marchandisation de la biodiversité;
- une analyse sur la Grèce;
- la nouvelle chronique littéraire de Suzanne Jacob, illustrée par Marie Surprenant;
- le nouveau Carnet de Wajdi Mouawad;
- les œuvres de notre artiste invitée, Véronique Doucet.



Véronique Doucet, *Papillon-utérus*, 2010, techniques mixtes sur bois, 90 cm x 90 cm

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revue-relations.qc.ca>.



Lire, revenir à soi, scintiller!

TEXTE : LOUISE WARREN

DESSIN : SOPHIE LANCTÔT

Une invite amoureuse :

« Lisons ensemble ! »

PETER HANDKE

Des brèves, comme si, à pas de loup, je quittais la pièce, le lustre, là où j'ai écrit l'ensemble de ces chroniques. Ces mois où je suis allée dans un espace de 800 mots, parfois avec la sensation d'une veste trop petite, avec, près de moi, des livres, des disques, des images du monde, des dessins de Sophie. Le *Lustre*, un roman de Clarice Lispector qu'elle avait écrit à 20 ans et qui déjà installait une voix inoubliable.

HB Je n'ai jamais mis un crayon derrière mon oreille, je n'ai jamais mordu mes crayons, mais ils disparaissent toujours et, lorsque je fais de l'ordre dans mon sac à main, soudainement j'en trouve six d'un seul coup! Je passe machinalement mes doigts entre les coussins du divan et me voilà munie de trois autres. Mais, le plus souvent, j'en retrouve un en ouvrant un livre dont la lecture a été interrompue. Crayon devenu gardien d'une page. Mes crayons sont des repères, d'autres points d'appui. Entre mon pouce et mon index, une tige penchée creuse, avance, installe son rythme dans la page, souligne, encercle. Trajets du silence. Un livre réécrit, retravaillé dans un autre et ce, à plusieurs reprises à travers les années.

ENCYCLOPÉDIE Coin Saint-Joseph et Saint-Hubert, à Montréal, une vente de garage au profit d'Opération Enfant Soleil. Sur les trottoirs, une enfilade de caisses, je me précipite sur les livres. Les douze tomes de l'*Encyclopédie de la jeunesse* ainsi que

l'index, en parfait état. Aperçue souvent, au fil des années, cette suite de dos bleus, aux inscriptions dorées, et toujours passée à côté. Pourquoi maintenant? Un sentiment qui monte, un sentiment rare, l'impression que l'écrivain en moi a besoin de ces livres. Présence forte dans mon atelier. J'ai acheté ce jour-là non pas un morceau d'enfance, mais de silence. Celui d'avant la lecture, d'avant l'écriture, un creux en retrait, à l'écoute. Un état d'être, celui-là même qui me traverse, lisant ou écrivant.

PARAVENTS Quand je tiens un livre ouvert, j'installe une division, un paravent. Parfois derrière, je ne lis pas, j'attends un peu. Se crée alors du vide, une respiration continue. Lire implique un retour à soi. Sans nous en rendre compte, nous entrons dans la forme. Il arrive alors que, devant un paragraphe, nous disions « J'aurais pu l'écrire » tant nous sommes en nous-mêmes en lisant. Ces instants qui nous surpassent sont si rares que cela vaut la peine de se mettre en chemin, de poser des paravents dans nos journées.

FORÊT Il se peut que, devant un poème, nous ne voyions que des fils tendus. Peut-être des branches. Des éclaircies. J'entre et sors de la pièce avec une autre voix, du présent sur la table, une forêt sous la pluie.

PASSEURE J'aimerais devenir la passeuse des livres d'Arnaldo Calveyra, traduits chez Actes Sud ou de *Stella Sangue Spirito* (Actes Sud, 2003) de l'artiste Claudio Parmiggiani. Poèmes, souvenirs, réflexions, textes pour des catalogues, chaque page vient avec son propre silence, son effacement.

Pas étonnant que Georges Didi-Huberman ait consacré un essai (*Génie du non-lieu*, Minuit, 2010) à Parmiggiani, cet inventeur de lieux et d'empreintes qui, comme les poètes, travaille le souffle. Celui de la suie, de la cendre, de la fumée, de la poussière.

CIXOUS « Ce que nous ne voyons pas, les Livres le savent. Ils gardent le secret. Tout est écrit. Nous les lisons, ils nous disent tout et nous n'entendons rien. Toutefois ils nous donnent le Signal. Les Livres nous lisent et ils entendent tout ce que nous pensons derrière la pensée. Lorsque nous croyons choisir des livres, nous nous faisons les Illusions qu'ils ont préparées pour nous: ils attendaient, assis sur leur trépied dans leur silence oraculaire, que nous obéissions au sort qu'ils nous réservent. »

Lire, c'est aussi citer, souligner, créer des liens. Les majuscules au beau milieu des phrases me font penser à Emily Dickinson. Dans ce texte ample et magnifique, *Ève s'évade* (Galilée, 2009), d'où est tirée cette citation, je vois ces tout petits signaux posés là pour bien s'assurer de notre éveil, car combien sommes-nous à lire en sautant des lignes? Les majuscules d'Hélène Cixous évoquent des marqueurs, des sentinelles, des rappels. Écoute bien ce que je suis à te dire, je te parle de Livres, d'Illusions, souviens-toi. Écrits en italique, ces mots donneraient l'impression de se dissoudre, de descendre lentement au fond d'un verre d'eau. Lire, pour garder vivante son imagination. Prélever les forces des autres (éveil, joie, calme, gravité, sensibilité) et rejoindre celles de la création. ●





Le développement industriel de l'Argentine

Après un développement capitaliste fondé sur la rente agraire et la spéculation financière, l'Argentine renoue avec un modèle industriel qui nécessite un important appui étatique et une démocratie constamment renouvelée.

GUSTAVO DANS

L'auteur est secrétaire de direction du Réseau des organisations communautaires et sociales du Mercosur et membre du comité de rédaction des revues uruguayennes *Trabajo social* et *Tertulia*

L'industrialisation en Argentine s'est amorcée en réaction aux conséquences dramatiques de la crise économique mondiale de 1930. Elle s'est ensuite transformée en une stratégie de développement national, d'abord sous le gouvernement de Perón (1946-1955), avec le «péronisme», et ensuite sous le gouvernement d'Arturo Frondizi (1958-1962) avec le «développementisme», atteignant des niveaux compétitifs dans les secteurs de la sidérurgie, de l'aluminium et de la pétrochimie, entre autres. Entre 1964 et 1974, l'Argentine n'a subi aucune récession et le chômage a atteint son seuil historique le plus bas : 3%. L'industrie a crû à un rythme de 5,6% par année, les produits manufacturiers représentant 15% des exportations.

Mais le coup d'État militaire de 1976 provoque des changements radicaux. Il met en place un nouveau modèle économique basé sur l'accumulation rentière et financière, l'ouverture sans restriction au commerce international et aux capitaux étrangers, le tout accompagné d'une féroce répression sociale. José Alfredo Martínez de Hoz sera l'exécutif de cette politique économique : il rétablit l'hégémonie du marché, restreint la participation de l'État et favorise la compétition entre les produits nationaux et étrangers, même si cela signifie, à terme, de sacrifier l'industrie locale. Ce sont les années dites «de plomb» pendant lesquelles le terrorisme d'État a imprégné toute la société et enlevé la vie à des milliers d'Argentins. Le principal héritage de la gestion de Martínez de Hoz a été la croissance phénoménale de la dette extérieure.

Le poids de cette dette écrasera la tentative démocratique du gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989) et entraînera une explosion inflationniste devant l'impossibilité de générer les dollars qu'exigeaient les débiteurs étrangers. Le paiement de la dette sera aussi le principal argument du gouvernement de Carlos Saúl Menem (1989-1999) pour justifier la dilapidation scandaleuse du patrimoine public qui a atteint un niveau grotesque sous le gouvernement de Fernando de la Rúa (1999-2001). En effet, la politique de privatisation – sous la direction technique et financière du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la

Banque interaméricaine de développement – a embrassé indistinctement les entreprises publiques de production, de régulation et de services comme la poste, le transport ferroviaire et le gaz naturel.

Ce qu'on a appelé «la pueblada» a conclu cette période. Pendant deux jours intenses (les 19 et 20 décembre 2001), partout dans le pays, des manifestations, marches et résistances à la répression ont coûté la vie à 30 personnes et provoqué la chute du gouvernement. Viendront ensuite la cessation des paiements de la dette (*default*), l'abandon de la loi de la «convertibilidad» fixant la parité entre le peso argentin et le dollar américain, le chômage massif et la pauvreté généralisée.

UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Le gouvernement de Néstor Kirchner (2003-2007) émerge de cette énorme débâcle. Il fait face à l'urgence de reconstruire l'autorité de l'État, affaibli au point d'être incapable d'offrir les services publics de base. Kirchner amorce un virage significatif. Il met l'accent sur l'exportation plutôt que sur l'importation. Les privatisations diminuent. L'État régule davantage, contrôle ou tout simplement promet, selon les cas, les politiques nationales. Le Consensus de Washington ainsi que le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) sont laissés de côté. L'appareil productif est réactivé en même temps qu'est renégociée avec succès la dette extérieure : on obtient une remise de 65% de sa valeur nominale. Sur un autre plan, le gouvernement Kirchner modifie la politique publique en matière de droits humains. Ainsi ont pu avoir lieu les procès contre les res-





ponsables d'enlèvements, d'assassinats, de tortures et de viols commis durant la dictature militaire. Des centaines d'officiers supérieurs des forces armées et de la police sont condamnés, dans beaucoup de cas, à la prison à vie. Le gouvernement cesse de recourir à la violence contre diverses formes de manifestations sociales de travailleurs, paysans autochtones, écologistes, etc. On revient aux négociations paritaires entre les syndicats et les entreprises, on fait valoir le principe de liberté syndicale, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes et l'abolition du travail forcé.

Poursuivant ces politiques, le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner (2007 jusqu'à aujourd'hui) met un terme au régime privé de capitalisation et revient à un système de retraite public par répartition solidaire. L'allocation familiale est rendue universelle. Actuellement, les investisseurs privés ne contrôlent que 35% de la dette argentine (laquelle ne représente à ce jour que 17% du PIB). Mais, surtout, le gouvernement accentue les traits distinctifs du modèle industriel de développement et de croissance de l'équité sociale ébauché durant la période antérieure. Il arrive à le faire malgré – ou peut-être à cause de – la crise économique et financière internationale et le dur conflit qui l'oppose aux grandes sociétés agro-industrielles. Au cœur de ce conflit se retrouve le système d'imposition qui vise à retenir une partie de l'excédent de la rente agraire afin de la transférer au secteur industriel et aux politiques sociales de lutte à la pauvreté.

Le taux de croissance de l'industrie a atteint 81% entre 2003 et 2010, sans vraiment compter sur le leadership de l'entrepreneuriat argentin, ni disposer d'un niveau d'investissement nécessaire pour des projets à

long terme. La facilité avec laquelle l'entrepreneuriat traditionnel, durant cette période, a vendu ses actifs aux mains d'actionnaires étrangers est déconcertante – au point où environ 75% des actions des grandes sociétés sont entre leurs mains. Ces entrepreneurs, comme ceux surgis du processus néolibéral actuel, ont préféré déplacer leurs capitaux vers les secteurs de services qui exigent moins d'investissement, les tarifs et les subsides se négociant à chaque fois avec le gouvernement en place.

Le secteur industriel tire son avantage des programmes de l'État qui lui accorde des subsides et des crédits à taux peu élevés.

ANNÉE ÉLECTORALE

L'Argentine est dans une année électorale. Les élections présidentielles et législatives (renouvellements partiels des deux Chambres) auront lieu en octobre prochain. Malgré la tension inévitable et les enchères électorales, l'économie ne devrait pas en souffrir. La réduction progressive des inégalités devrait se poursuivre: le coefficient Gini¹ a baissé, en 2010, jusqu'à 0,390 (il était à 0,424 au début de la présidence de Cristina Fernández). Les ressources du fonds provisionnel de l'État, qui était auparavant entre les mains du secteur privé, ont monté à 182 600 millions de pesos (elles étaient à 80 209 millions il y a deux ans). Près de 11% de ce montant est destiné à financer des projets productifs. Certes, la continuité de ces politiques dépend en partie du résultat électoral à venir.

En principe, quatre grandes alliances politiques se disputeront les élections. L'«oficialismo» au pouvoir visera à poursuivre son modèle industriel de développement. L'opposition, qui se divise en trois regroupements principaux (l'Union civique radicale, le Péronisme fédéral et la Coalition civique), cherchera à freiner ce processus de manière différente.

L'Union civique radicale de Ricardo Alfonsín, fils du défunt président Raúl Alfonsín, regroupe des socialistes et péronistes dissidents. Elle exprime le courant social-

démocrate caractérisé par une sensibilité sociale et une préoccupation marquée pour le respect des règles du jeu démocratique. Actuellement, les sondages placent Ricardo Alfonsín en seconde position dans les intentions de vote, loin derrière l'actuelle présidente Cristina Fernández (un écart de 24 points les sépare). Le Péronisme fédéral, avec ses alliés de droite et d'extrême droite, a pour



leader l'ex-président Eduardo Duhalde qui a été le plus important dirigeant péroniste à s'opposer au gouvernement actuel. En faveur de politiques économiques néolibérales, il a cherché des appuis au sein de l'armée et de la police. Pour sa part, la Coalition civique est représentée par Elisa Carrió, une critique impitoyable des deux derniers gouvernements qui met essentiellement l'accent sur la corruption (jamais vraiment prouvée), mais sans proposer un programme de gouvernement permettant de l'identifier à un courant de pensée déterminé. Dans la pratique, la Coalition a été très proche de la droite conservatrice.

En somme, l'opposition divisée et éparpillée n'est pas vraiment en mesure, jusqu'à présent, de proposer un programme attrayant à l'électorat argentin. ●

Un manifestant campe devant le ministère du Développement social pour exiger des programmes d'emploi, sous une affiche en faveur de Nestor Kirchner, décédé en 2010. Sa femme, Cristina Fernández, lui avait succédé en 2007. (AP Photo/Natasha Pisarenko)

1. Le coefficient Gini, développé par le statisticien italien Corrado Gini, mesure le degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée. Le coefficient varie de 0 à 1,0 signifiant l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 l'inégalité totale.

Les JMJ : une Église au cœur de la jeunesse?

Les Journées mondiales de la jeunesse sont davantage une affirmation identitaire qu'une occasion pour les jeunes chrétiens de s'inscrire au cœur des enjeux sociaux et communautaires actuels.

SYLVAIN LAVOIE

L'auteur est doctorant en théologie à l'Université Laval et boursier du Centre justice et foi

Les prochaines Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) auront lieu à Madrid du 16 au 21 août prochain. Ce grand rassemblement a lieu tous les deux ou trois ans depuis 1985. Il réunit des jeunes chrétiens de 18 à 35 ans du monde entier et se conclut par une messe présidée par le pape, rassemblant plusieurs centaines de milliers de participants. Plusieurs activités sont proposées aux pèlerins durant la semaine : catéchèses enseignées par différents évêques, concert rock chrétien, pèlerinages, chemins de croix, veillées de prière, etc. À première vue, cet événement peut ressembler à un grand « Woodstock catholique » qui emprunte simplement à la culture contemporaine les traits du spectacle et des rituels festifs. Cependant, derrière cette forme de religiosité à grand déploiement se dessine une manière inédite de comprendre les rapports entre la religion et la culture, très critiquable.

L'ILLUSION DE L'UNITÉ

Les JMJ sont devenues aujourd'hui la référence en matière de pastorale jeunesse, une sorte de passage obligé et initiatique marquant le début d'une nouvelle vie pour les jeunes chrétiens. C'est en prenant un peu de distance historique qu'il est possible de constater l'originalité de ce type d'événement « jeune » dans l'Église catholique, mais aussi ses limites. Nous sommes passés de plusieurs mouvements de jeunes centrés sur la diffusion d'un christianisme social dans la foulée de l'Action catholique, à des associations en réseaux favorisant des expressions affectives de la foi, qui visent à former une jeunesse forte, consciente et fière de son identité.

L'invention des JMJ par Jean-Paul II, en 1985, a certes marqué un véritable effort d'adaptation de l'Église catholique à la société. Mais les JMJ ont été problématiques dès le départ. En effet, face à la perte des repères religieux dans la société, elles sont davantage une affir-

mation identitaire qui joue la carte de la différence « catholique » qu'une occasion pour les jeunes chrétiens de s'inscrire au cœur des enjeux sociaux et communautaires de leur époque. Ces affirmations de foi prennent différentes formes : des chemins de croix organisés dans plusieurs villes en préparation de l'événement, l'envoi « en mission » de jeunes portant un chandail coloré en signe d'appartenance à leur groupe affinitaire, des affiches à l'effigie de Benoît XVI, etc.

L'institution ecclésiale mise fortement sur la construction de cette identité lors des JMJ, afin que les jeunes adhèrent à une image unitaire, celle de la foule de milliers de personnes rassemblées autour du leader, le pape. Cette foule et l'émotivité exprimée lors de ces rencontres donnent l'illusion d'un groupe homogène qui serait le reflet d'une jeunesse catholique unie. Mais les jeunes ont des identités plurielles et des parcours singuliers ; ils proviennent de différents milieux ethniques, culturels, sociaux, etc.

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE « FAIRE CORPS »

L'expression du religieux, tel qu'il est vécu par ces milliers de jeunes, ne se fait plus selon l'appartenance culturelle, mais sous la forme d'un « pur

religieux » détaché de ses ancrages sociaux (Olivier Roy, *La sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Seuil, 2008).

Cette pastorale de masse hyper-festive extirpe le jeune chrétien de son quotidien et le plonge dans une démesure lui donnant de vivre pendant quelques jours une vie communautaire idéalisée, habituellement refoulée par les normes et les limites de nos sociétés sécularisées et de marché¹. Le religieux refoulé sort du placard, en exposant au monde entier son identité. En effet, les JMJ donnent aux jeunes chrétiens l'occasion de briser leur isolement, d'exister socialement, mais aussi d'habiter un espace public qu'il ne leur est pas permis d'investir en d'autres temps. Il s'agit alors pour les participants de « transgresser » les interdits auxquels est soumise l'expression de leur foi dans la vie quotidienne.

1. Jean-Philippe Perreault, « Vibrer pour exister. La JMJ : religiosité de foule, de contraste et de transgression », *Lumen vitae*, vol. 111, n° 2, 2006, p. 193-206.

2. Voir « Un catéchisme de l'Église catholique pour les jeunes : "You Cat" arrive ! », *Zenith*, 6 avril 2011.

3. *Ibid*

Dans cette grande manifestation religieuse se crée ainsi un nouveau « corps ecclésial », qui contrebalance la perte de l'influence du catholicisme dans la société, en lui redonnant une visibilité rajeunie.

Cette nouvelle manière de « faire corps » obéit à une logique qui est plutôt éloignée des paramètres habituels de l'institution ecclésiale où les pratiques rituelles régulaient la communauté dans des temps et espaces fixes. Les JMJ participent d'un monde où une multitude de propositions religieuses se font concurrence. Elles s'inscrivent au menu d'une « religion à la carte », qui se construit selon l'itinéraire propre à chacun. Le catholicisme entre en compétition avec d'autres « biens du salut » offerts dans une logique de marché (voir Raymond Lemieux, « Le monde des jeunes aujourd'hui. Une culture étrangère à l'Église? », *Théologiques*, vol. 6, n°1, 1998). Or, dans un tel marché, cet événement n'est plus vraiment un lieu communautaire. Il donne plutôt aux jeunes chrétiens l'impression de former un « nous » qui est aussi précaire et instantané que le rassemblement lui-même, mais d'une efficacité étonnante.

UNE RELIGION SANS CULTURE?

Dans cette reconfiguration du catholicisme selon la logique du marché, l'Église cherche de nombreux moyens pour répondre à la quête de sens des jeunes. À cet égard, les dirigeants de l'Église catholique ont décidé d'offrir à chacun des pèlerins des JMJ de Madrid une version adaptée du catéchisme pour les jeunes appelée *Youcat*. Cette décision a de quoi surprendre puisque les contenus de foi n'apparaissent plus comme des référents sociaux auxquels il est encore possible de se rattacher aujourd'hui. Selon Benoît XVI, les jeunes doivent être « instruits sur ce qu'ils croient et doivent connaître leur foi avec la même précision qu'un spécialiste en informatique connaît le système d'un ordinateur² ».

La diffusion de ce catéchisme amène à réfléchir sur les conditions de la prise de parole des jeunes chrétiens dans la société. Ses énoncés, présentés sous forme de « question-réponse », réduisent la foi chrétienne à des « contenus » à communiquer. Cette instrumentalisation de la foi chrétienne au profit de la diffusion d'un « message » fait de celle-ci un savoir à proclamer haut et fort dans la société. Cela diffère du catholicisme québécois issu de la Révolution tranquille des années 1960, qui entrait en dialogue avec la culture. Selon Benoît XVI, par la lecture de ce catéchisme, les jeunes doivent « connaître la foi comme un musicien son instrument et être profondément enracinés dans la foi de leurs parents pour pouvoir résister avec force aux défis et tentations de notre temps³ ». L'attitude que le pape propose aux jeunes chrétiens est celle de l'opposition à la culture. La foi chrétienne devient un objet à défendre dans l'espace public contre l'adversité. Cependant, cette manière de parler de la foi ne permet pas de créer un espace de dialogue entre la culture et la religion, laquelle est détachée de ses ancrages culturels et sociaux.

Les JMJ sont révélatrices de ce qu'est devenue la vie chrétienne de plusieurs jeunes aujourd'hui, qui recherchent des « moments forts » et un certain excès festif. Force est de constater que ce type de rassemblement s'inscrit dans un nouveau mode de régulation du religieux dans la société, que nous n'avons fait qu'esquisser ici. L'illusion d'une communion temporaire vécue durant les quelques jours des JMJ laisse de côté le véritable défi, qui se joue davantage sur le terrain du quotidien avec ses responsabilités, ses angoisses et ses désillusions. La simple réunion de centaines de milliers de jeunes chrétiens est bien insuffisante pour leur permettre de vivre la singularité chrétienne au cœur des réalités sociales et culturelles de leur époque. ●

Notre prochain numéro :
La crise des institutions

Cahiers
de spiritualité
ignatienne

3 numéros par an

La spiritualité
en dialogue
avec la culture
contemporaine

(418) 653-6353
cahiersi@centremanrese.org
www.centremanrese.org

Depuis des années et soudain

NANCY R. LANGE¹

depuis des années

bien attachés ensemble, ces trois-mots-là, on pourrait croire un horizon tellement c'est d'un bloc, lisse comme le calme plat, comme un électrocardiogramme sans pics cela a été, cela est et cela restera puisque

depuis des années

sans virages, sans changements si bien qu'on finit par déménager le passé dans le présent

depuis des années

nous rejoint nous englobe de son uniformité, horizon infini des immenses champs de céréales des grandes prairies, nous entoure étroitement et après un moment on finit par ne plus savoir par où on est venue et où on s'en va, par ne plus se souvenir qu'on est arrivée accompagnée d'un chien, un chien gardien

on finit par se faire croire que cela va rester pour toujours comme cela est

depuis des années

la certitude nous prend dans ses bras, murmure à notre oreille: il n'y a pas de danger puisque

depuis des années

tout va bien et on oublie le chien inquiet qu'on a laissé à l'entrée du champ

les jours nous encerclent, se prennent par la main, blés reproduits par centaines, innombrables et identiques, ils dodelinent de la tête sous la brise et on écoute le vent leur chanter une berceuse

depuis des années

rien ne va changer

depuis des années

on est bien

rassurée

on s'endort

puis soudain

le vent couche les blés d'un grand geste auquel nulle réponse n'est valable, on essaie de se lever, il nous renverse, on se relève de nouveau, chancelante, on voit le chien à l'entrée du champ qui hurle à la mort, on voit le ciel noir que nous cachaient les blés, la fin qui fonce sur nous et on comprend qu'on a été bernée, qu'on est perdue et que

depuis des années

n'est garant de rien pour l'instant qui suit

depuis des années

sans heurts et sans problème, sans danger disait-on

pourtant

comme un viaduc tombe

Tchernobyl explose

inconscience imprévoyance

dommages collatéraux dira-t-on

morts l'aïeule le fils

l'enfant dans le ventre de la mère

morts la terre la rivière

même le ciel

nuages lourds de malédiction radioactive

sur les ailes du vent

ça court combien loin le vent?

jusqu'à pleurer dans les terres lointaines

une pluie empoisonnée

dans les oreilles la bouche de la terre des pays voisins

et plus loin encore

jusque dans les ruisseaux

dans l'herbe les plantes

jusque dans le lait des vaches

jusque dans le sang

des animaux et des hommes

jusque dans la mémoire

inscrite dans les corps

hurle le chien

ça crie combien loin

un cri nucléaire?

morts morts morts

ici là-bas

tout autour de cette Terre

où voyagent les vents

le silence est aux abois

écoute bien

depuis des années te dit-on

alors pas de danger

va donc prendre une marche

du côté des questions

amène ton chien

demande à voir

exige d'entrer

ne les écoute pas

ne laisse pas ton chien

à la porte

1. Ce poème a été lu le 26 avril à la soirée Changeons d'ère, sortons du nucléaire!, au Studio-théâtre de la Place des Arts à Montréal. Ce spectacle a été organisé par les Artistes pour la Paix, dont Nancy Lange est membre, à l'occasion du 25^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl.

Relations au féminin

70 ans
DE REGARD PERÇANT

GINETTE BOYER

Septembre 1979. Le directeur de la revue, Albert Beaudry, jésuite, m'accueille à la Maison Belarmin. Laïque. Jeune. En couple. Femme. Ouvertement féministe... Je suis difficilement consciente de ce que ma seule présence dans l'équipe de rédaction pourra générer, mais résolue à relever le défi.

Octobre 1979. Je me souviendrai toujours du colloque de la FTQ «Une double exploitation, une seule lutte». Voilà cinq jours que, sous l'inlassable supervision d'Irénée Desrochers, j'apprends littéralement à écrire à la jésuite, c'est-à-dire en sculptant l'argumentaire pour déjouer nos pires ennemis! Une éternité à réécrire un texte de trois pages. Mon premier article!

Mars 1980. Grosse réunion du comité de rédaction. Ça discute fort du référendum sur l'avenir du Québec.

Ou de l'expropriation abusive des terres à Mirabel. De la controversée déclaration de l'Assemblée des évêques du Québec sur l'avortement. Du régime de terreur en Haïti. De l'exploitation forestière en Abitibi. De la théologie de la libération en Amérique latine. Nous passons ensemble à travers une pile d'articles. Invariablement, Guy Paiement, Julien Harvey ou Karl Lévêque diront d'un premier article que «c'est vraiment un très bon texte...», ce qui ne nous empêchera pas d'en discuter au moins une heure, tandis que nous disposerons d'un autre, disons... «ordinaire», en cinq minutes.

Juin 1981. Margot, Carolyn, Gisèle, Lucie, Réjeanne, Kate, Francine, Marie-Andrée, Monique¹... voudrais-tu m'accorder une entrevue, écrire un article, participer à un panel, me donner la référence du dernier livre de Letty Russel sur la théologie féministe de la libération?

De temps à autre, néanmoins...

– Bonjour Monsieur.

– Bonjour Madame.

– Merci pour votre article. J'en ai pris connaissance et c'est très intéressant, mais un peu trop long. J'aurais quelques suggestions à vous faire pour abrégier le texte. J'ai aussi une ou deux questions de clarification.

– Vous êtes la secrétaire de la revue?

– [Grande respiration.] Non, je suis membre du comité de rédaction.



L'auteure a été la première femme à intégrer le comité de rédaction

Jean Villemaire,
illustrateur à *Relations*
de 1979 à 1984

Avril 1983. Retour progressif de congé de maternité. Qui aurait cru qu'une femme qui allaite participerait un jour à un comité de rédaction de la revue *Relations*?

Il est 14 h 30. Albert et moi revenons de l'imprimerie où nous avons donné le OK final pour le prochain numéro.

Comme chaque mois, nous profitons de l'euphorie qui nous gagne – le mot n'est pas trop fort – pour «brainstormer» sur des thèmes des prochains numéros et pour lancer quelques idées folles que nous réussissons parfois à réaliser, comme les Soirées *Relations*.

Février 1985. Nouveau congé de maternité. Retour aux études. D'autres défis m'attendent.

C'est bien au cœur de la vie quotidienne de la revue que je suis devenue la première femme à joindre l'équipe de rédaction de *Relations*. Discuter de vote stratégique avec Irénée, à l'approche d'une élection. Écouter Karl raconter sa fin de semaine dans la diaspora haïtienne de New York. Apprendre l'art de faire avancer une idée avec Albert. Partager aussi mes propres dadas: femmes, travail, maternité, pauvreté. Sans compter tout ce qui touche de près ou de loin la place des femmes dans l'Église.

Ce matin de septembre 1979, ce n'est pas seulement une femme qui a entrouvert la porte de *Relations*. C'est *L'autre Parole*, Femmes et ministères et tout le mouvement des femmes à la fois. Ce sont elles qui ont modifié peu à peu le contenu de chaque numéro pour y inscrire plus profondément mille et une facettes de la vie des femmes, qu'il s'agisse de travail, de politiques publiques ou de religion. Ce sont leurs prises de parole, leurs démarches d'appropriation du pouvoir d'écrire que nous célébrons.

C'est désormais avec nos filles que nous prendrons le temps de faire au moins trois bonnes versions de nos textes sur l'avenir des femmes dans la revue *Relations* et ailleurs... ●

1. Il s'agit de Margot Power, Carolyn Sharp, Gisèle Turcot, Lucie Bélanger, Réjeanne Martin, Kate Bulman, Francine Tardif, Marie-Andrée Roy et Monique Dumais.



Quels accès publics avons-nous aux plans d'eau?

Au Québec,
l'inaccessibilité s'aggrave.

LÉONCE NAUD

«Retourne sur tes pas, ô ma vie,
tu vois bien que la rue est fermée...»

ANNE HÉBERT, *LE TOMBEAU DES ROIS*

L'auteur, géographe,
s'implique dans la
Société des gens de
baignade

Si vous n'êtes pas vous-même une embarcation de type yacht, vous aurez des problèmes à accéder aux plans d'eau du Québec. Depuis une génération, des centaines de millions de dollars en fonds publics ont servi à faciliter la mise à l'eau et le stationnement de bateaux de plaisance de plusieurs tonnes dans des marinas, alors qu'il n'existe que peu d'endroits où une jeune mère peut faire tremper son rejeton dans l'eau pour le rafraîchir durant les canicules.

Depuis trois décennies, le Québec a consacré plusieurs milliards de dollars à l'assainissement des eaux du fleuve Saint-Laurent, des lacs et des rivières. Il s'agit ici de cette eau dans laquelle nous pouvons nous baigner, nager, pêcher, faire du canot, du kayak ou de la voile, etc. De telles activités supposent la présence d'accès publics aux plans d'eau. Cependant, au moment où la population pourrait enfin tirer parti de l'effort consenti pour assainir des eaux au Québec, elle s'en voit empêchée en raison d'une occupation privée croissante des rives, de vastes parties du littoral fluvial ainsi que de lacs et de rivières dépourvus d'accès publics.

LES CARENCES DU DROIT

À la base, cette situation résulte d'une carence du droit québécois de l'eau. En effet, contrairement à ce qui prévaut dans la plupart des pays

occidentaux, le Québec ne dispose d'aucune législation favorisant l'accès de la population aux plans d'eau publics. Les eaux navigables et flottables font pourtant partie du domaine public. Par conséquent, à cette propriété publique devrait en principe correspondre un accès public. Le hic, c'est qu'au Canada en général et au Québec en particulier, l'accès à l'eau est un attribut de la propriété. Cela signifie que les rives sont accaparées par des propriétaires privés, soustrayant ainsi à la très grande majorité de la population ainsi qu'aux visiteurs l'usage de ressources qui appartiennent pourtant à la collectivité. L'État, dans la plus grande indifférence, laisse ces rives se transformer en véritables clubs privés. Il en résulte que nombre de lacs, de rivières, voire même le fleuve Saint-Laurent, deviennent à toutes fins pratiques inaccessibles à quiconque n'est pas propriétaire riverain.

Nulle part ce manque d'accès aux plans d'eau publics n'est plus remarquable que dans les villes québécoises riveraines du Saint-Laurent. À Montréal, Trois-Rivières, Sorel ou Québec, des millions de gens ne jouissent d'aucun accès public au fleuve. Depuis deux siècles, les activités portuaires ont massivement accaparé la quasi-totalité des rives urbaines, interdisant toute polyvalence des usages du fleuve. Voilà qui devrait intéresser le bien nommé ministère de... l'Occupation du territoire!

Les vastes espaces libres des propriétés de la Société du Vieux-Port de Montréal ont toutefois été conquis

de haute lutte par la population elle-même dans un formidable débat public en 1984-1985. À Québec, par contre, il ne s'est jamais produit de tel débat et c'est cette absence qui apparaît comme le principal obstacle à un réaménagement des rives de Québec dans l'intérêt de la majorité des citoyens.

L'EXEMPLE FRANÇAIS

L'état actuel de la législation québécoise apparaît encore plus choquant lorsqu'on se livre à un exercice de droit comparatif, surtout avec le droit républicain. Si on prend l'exemple de la France, le législateur y a jugé nécessaire de renforcer le caractère public des plans d'eau ainsi que des accès à ces derniers. Les visiteurs disposent d'un droit de passage paisible sur une bande de trois mètres sur l'ensemble des propriétés situées en bord de mer. La loi prévoit aussi l'aménagement à tous les 500 mètres de passages transversaux pour accéder aux rivages à partir d'une voie publique. Quant aux plages, la loi française établit que «l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages».

En fait, durant près de deux siècles, la Nouvelle-France bénéficia de l'application de l'Ordonnance *De la Marine* (1681) de Colbert, selon laquelle nul ne saurait ériger quoi que ce soit sur le rivage sans permission royale. Quelle symbolique puissante si la France d'aujourd'hui – au nom des mêmes principes que naguère – accompagnait les Québécois dans un effort de reconquête des accès et usages publics des plans d'eau du Québec! ●

C'est l'été. Le Québec dispose de multiples lacs et de rivières ainsi que du fleuve Saint-Laurent dans lesquels il ferait bon se baigner. Y arriver relève pourtant souvent du parcours du combattant.

Les accès publics et gratuits manquent. Comment cela se fait-il? De quoi s'inspirer pour changer cet état de choses?



Chicago : un modèle de lutte pour l'intérêt public sur les rives du lac Michigan

KAREN RESHKIN

Par une journée ensoleillée, je me promène à midi dans le parc Grant à Chicago. Immense espace riverain du lac Michigan, ses allées et jardins me tentent et m'invitent à ne pas retourner trop vite au bureau! Assise près de la fontaine Buckingham, je contemple les jets d'eau, les couples qui se prennent en photo, une volée de touristes qui roulent en *Segways* et, en arrière-plan, le lac Michigan, splendide à souhait. Difficile d'imaginer le même endroit à l'époque où il ne s'y trouvait que matériaux de remplissage et débris du célèbre incendie de 1871.

UNE VOCATION CONTESTÉE

C'est en 1836, peu avant l'incorporation légale de la Ville de Chicago, que l'État de l'Illinois mit sur pied une commission qui devait disposer de terrains vacants pour financer un canal. Les commissaires remarquèrent un espace riverain près du site de l'ancien fort Dearborn et décidèrent de ne pas le mettre en vente. «Terrain public: espace communal qui demeurera toujours ouvert, dégagé et libre de tout bâtiment ou d'une quelconque obstruction.» Ces quelques mots inscrits sur le premier plan urbain de Chicago constituent la fondation légale du parc Grant actuel. Plus tard, en 1890, lorsque Chicago fut choisie pour héberger l'Exposition colombienne, le «parc» présentait un triste spectacle: dépotoirs, wagons abandonnés, baraques diverses. Le maire proposa alors de nettoyer l'endroit et d'y ériger des

bâtiments municipaux. C'est alors qu'un certain Montgomery Ward mit le holà à ces projets immobiliers.

D'origine modeste, Ward fut l'un des inventeurs de l'achat par catalogue. Ce concept nouveau correspondait si bien aux besoins de la population rurale américaine que sa compagnie connut un succès phénoménal. Or, son siège social se trouvait sur l'avenue Michigan, face au parc. Ward déplorait à la fois l'état pitoyable des lieux et les activités douteuses qui y prenaient place. Sa vision: «un espace public... destiné à la jouissance de tous et pour toujours».

Il intenta un procès à la Ville de Chicago afin de forcer la municipalité à aménager le lieu en véritable parc public. En 1897, la Cour Suprême de l'Illinois lui donna raison, au grand dam de conseillers municipaux qui étaient plutôt d'avis qu'au centre-ville, les rives du lac «n'étaient point l'endroit pour faire un parc. Elles devaient plutôt servir à apporter des revenus à la ville». Trois procès subséquents, tous victorieux, empêchèrent la ville d'ériger d'autres édifices par remplissage du lac et interdirent définitivement la construction de tout bâtiment dans le parc Grant.

Ward consacra ainsi vingt ans de sa vie à lutter pour faire prévaloir sa vision d'un vrai parc public sur les rives du lac Michigan. Il y dépensa une partie de sa fortune et souffrit de cette controverse. «C'est pour les gens pauvres de Chicago que j'ai lutté, pas pour les millionnaires... Voici un parc public ouvert sur le lac... que des fonctionnaires municipaux rempliraient de bâtiments,

transformant un endroit où les gens ordinaires peuvent aller prendre l'air en un espace où les gens riches et cultivés iront s'y faire admirer. Je ne crois pas que ce soit une bonne chose.» Montgomery Ward est aujourd'hui révééré comme un des plus grands bienfaiteurs de la ville de Chicago.

UN CORPUS LÉGAL FONDAMENTAL

Il est toujours étrange d'observer qu'aux États-Unis, pays de la sacralisation de la propriété privée, il existe des dispositifs comme le *Coastal Zone Management Act*. Celui-ci oblige les États de l'Union à assurer un accès public aux rivages pour des fins de récréation, les ressources riveraines appartenant à l'ensemble des citoyens. Pour ce faire, on invoque la doctrine du *Public Trust*. S'appuyant sur le Code justinien, ce corpus législatif soutient que l'air, les cours d'eau ainsi que la mer (rivages inclus) sont communs à toute l'humanité. Dans cette optique, les gouvernements ne sont que les gestionnaires de ressources riveraines dont la propriété revient de plein droit aux citoyens. Cette doctrine du *Public Trust* a contribué au succès de Chicago dans la préservation d'espaces publics sur les rives du lac Michigan. Un regard sur cette expérience s'impose à quiconque s'intéresse à ce type d'enjeu. Le sens de l'intérêt public, la lutte et l'utilisation du droit en sont les ingrédients-clés. ●

L'auteur est linguiste et réside à Chicago

COALITION ABOLITIONNISTE

Une coalition pancanadienne de sept organisations de femmes interviendra à la cour d'appel de l'Ontario dans la cause Bedford c. Canada (voir Richard Poulin, «Prostitution: un jugement dangereux», *Relations*, n° 747, mars 2011). La Coalition plaide pour une alternative aux lois sur la prostitution qui criminalisent les femmes les plus défavorisées, et rejette la proposition de décriminaliser les proxénètes, les clients et les propriétaires de maisons closes, laquelle ne fera qu'accroître le commerce des femmes. Le droit canadien doit continuer à criminaliser les personnes qui en exploitent d'autres, et non les personnes vulnérables.

UNIVERSITÉ POPULAIRE

Du 26 au 28 août, à l'UQAM, à Montréal, les *Nouveaux cahiers du socialisme* (NCS) organisent la deuxième édition de l'université populaire sous le thème «Le Québec des résistances, d'hier à aujourd'hui». En s'appuyant sur le riche héritage des luttes sociales passées, il s'agit de repenser la résistance et d'explorer de nouvelles stratégies contre-hégémoniques dans le contexte de la récente crise économique et financière. La gauche doit-elle accepter des compromis pour sauver l'«essentiel», ou doit-elle confronter le pouvoir, comme cela se fait en Amérique latine? L'événement débutera par une grande conférence de Susan George et se poursuivra pendant deux jours avec des tables rondes et des ateliers. Consulter <www.cahiersdusocialisme.org>.

EXPLOITATION MINIÈRE

Une grande conférence œcuménique sur les mines s'est tenue à Toronto du 1^{er} au 3 mai dernier. Environ 150 personnes appartenant à diverses Églises de toutes les régions du monde ont réfléchi aux impacts des activités minières canadiennes sur leur communauté et ont proposé des pistes de changement. Les Églises ont été encouragées à accorder aux questions minières une place primordiale dans leur programme et les Églises canadiennes, à s'exprimer publiquement sur les enjeux de l'extraction des ressources naturelles. La rencontre a entre autres permis de créer des liens de solidarité entre les leaders religieux et les mouvements sociaux. La déclaration finale est disponible sur le site du Réseau œcuménique justice et paix (ROJeP) au <www.justicepaix.org>.

ANTI-SYNDICALISME

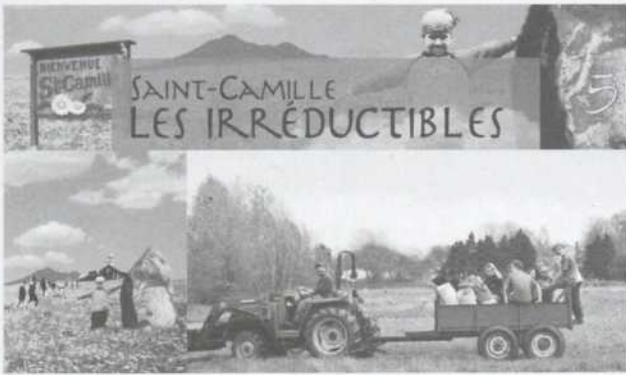
Le 6 avril dernier, la chaîne Couche-tard fermait un dépanneur situé au 6430, rue Saint-Denis, à Montréal, pour cause de «non-rentabilité». Les employés avaient déposé une requête en accréditation syndicale à la CSN trois semaines plus tôt. La compagnie Couche-tard mène une bataille contre la syndicalisation des travailleurs de dépanneurs, qui ont des conditions de travail très précaires, en usant de stratégies antisyndicales (congédiements arbitraires, avis au dossier d'employés, contestation d'accidents de travail, etc.). Le vice-président de la CSN a promis que la centrale syndicale n'en resterait pas là. Une plainte sera déposée à la Commission des relations de travail.

SOMMET ÉCOCITÉ

Le Centre d'écologie urbaine de Montréal sera l'hôte du Sommet mondial Écocity 2011. Plus de 1500 participants (chercheurs, intervenants du milieu, décideurs) provenant du monde entier sont attendus au Palais des congrès de Montréal du 22 au 26 août 2011. Initiés par le théoricien en design écologique Richard Register et soutenus par le réseau Ecocity Builders, ces sommets visent à échanger sur les enjeux liés à la vie en milieu urbain. C'est la notion d'«écocité», renvoyant à une ville écologique et démocratique qui fait le choix de la justice sociale, qui alimentera les discussions cette année. Renseignements et inscription au <www.ecocity2011.com>.

DROITE RELIGIEUSE

En octobre dernier, le Vatican a nommé un membre des Hérauts de l'Évangile – issu du mouvement brésilien d'extrême droite Tradition, Famille, Propriété, aujourd'hui dissout – pour remplacer l'évêque de San Miguel de Sucumbíos dans la région amazonienne d'Équateur, convoitée par les multinationales pétrolières. M^{re} Gonzalo López Marañón avait œuvré durant quarante ans à former des communautés chrétiennes vivantes, engagées aux côtés des pauvres et dans la défense des droits humains. Le nouveau vicaire apostolique, Rafael Ibarguren Schindler, n'entend pas poursuivre ce modèle d'Église dans lequel les laïcs jouent un rôle important. Mais les communautés chrétiennes de base n'entendent pas non plus se soumettre. Le Vatican entendra-t-il la voix de cette église?



DVD

**SAINT-CAMILLE:
LES IRRÉDUCTIBLES**

RÉALISATION : ISAAC ISITAN

LES PRODUCTIONS ISCA, 2011, 68 MIN.

Les campagnes québécoises se lvident. L'urbanisation et la « banlieusardisation » se font au détriment de l'occupation dynamique de nos régions; le nombre de fermes familiales y diminue sans cesse; l'agriculture est de plus en plus intégrée aux marchés globalisés; la population rurale vieillissante s'installe près des grands centres, etc. Parce que certaines de nos régions souffrent d'un manque de vitalité chronique, les citoyens doivent parfois accepter l'inacceptable pour survivre, comme des projets polluant leur milieu de vie et bénéficiant majoritairement aux actionnaires de la compagnie instigatrice.

Mais en Estrie, un village de 500 habitants, Saint-Camille, fait figure de véritable petite Gaule résistant à l'exploitation éhontée de nos régions. Dès 1985, pour ralentir la baisse démographique, quatre Camillois créent le Groupe du Coin en vue de financer les services de proximité. Dans son plus récent film, Isaac Isitan (*L'argent*, 2003) nous montre, vingt ans plus tard, des citoyens qui ont pris en main leur destin et mettent en pratique une manière alternative de penser et de vivre à la campagne au XXI^e siècle. Face au dépeuplement de leur région, les Camillois ont misé sur un vivre-ensemble convivial, une culture vivante et la plus grande autonomie alimentaire possible pour attirer des jeunes familles. Un projet d'occupation écologique du territoire devant s'inscrire dans l'agroforesterie (de

l'apiculture à la fermette familiale) a convaincu de jeunes gens de s'établir dans le rang 13, où ils bâtissent leur maison avec du bois qu'ils ont eux-mêmes bûché sur leur nouvelle terre. Pendant quatre ans, le réalisateur suit leur apprentissage des savoir-faire ancestraux, leur découverte du voisinage et de la nature environnante, leurs engagements communautaires, leurs visites à la coopérative agricole locale *La clé des champs* et à l'école du village où grandiront les petits néo-ruraux.

Le film montre aussi comment, en se prenant eux-mêmes en main, les Camillois ont construit une vie sociale active en convertissant l'ancien magasin général en organisme de développement communautaire et culturel à but non lucratif, le *P'tit Bonheur*, un lieu rassembleur où les villageois se rencontrent autour d'une pointe de « pizza au sanglier ». On découvre que la force de cette communauté est de s'appuyer sur une complémentarité des savoirs (alimentaire, artistique, gestionnaire, etc.) que chacun offre gratuitement. En effet, c'est l'entraide qui est la base de ce type de développement inspirant: une jeune femme, nouvellement arrivée et travaillant à la bibliothèque municipale, affirme ainsi que sans bénévolat, Saint-Camille ne serait pas ce village dynamique. Isitan réussit à saisir et à nous partager cette solidarité fondamentale: chacun semble être quelqu'un pour quelqu'un, peu importe son âge et ses habiletés particulières.

Cette vision d'un développement local, solidaire et ancré dans les réalités socio-économiques d'un milieu de vie attire bien des curieux. Lors du tournage, le village recevait ainsi une délégation de l'OCDE qui venait s'enquérir de ce modèle d'organisation

territoriale prometteur. Non seulement cette ruralité réinventée est inspirante pour nos régions, mais elle bénéficie désormais d'une renommée mondiale.

Les Camillois ont su créer une communauté au vrai sens du terme, qui se nourrit du don, de la quête du bien commun et du sens qu'apporte le travail artisan. Isaac Isitan réussit à nous faire entrer dans leur quotidien animé et fait de petits gestes communautaires, ces petites choses qui n'ont l'air de rien, mais qui « donnent la paix » (Bernanos). Servir une pointe de pizza à ses voisins, chanter dans la chorale intergénérationnelle du village, dérocher un terrain avec d'autres Camillois, assister à un spectacle-bénéfice pour renflouer les coffres du *P'tit Bonheur*: tout cela semble bien peu de chose, mais génère un fort sentiment d'appartenance à cette communauté, à laquelle on a franchement le goût de se joindre.

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

L'HISTOIRE AU FÉMININ

Yolande Cohen

FEMMES PHILANTHROPIES. CATHOLIQUES, PROTESTANTES ET JUIVES DANS LES ORGANISATIONS CARITATIVES AU QUÉBEC

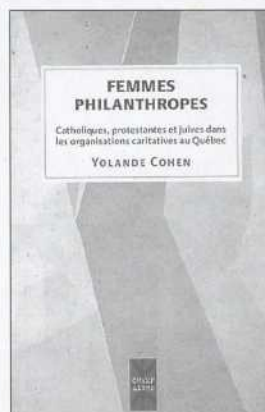
Montréal, Les Presses de l'Université
de Montréal, 2010, 253 p.

Dans ce livre, Yolande Cohen, professeure au Département d'histoire de l'UQAM, offre une contribution remarquable à l'histoire des femmes au Québec. L'auteure s'est intéressée à trois associations philanthropiques féminines aux profils ethnoconfessionnels différents: la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), franco-catholique; la Young Women's Christian Association (YWCA), anglo-protestante; et le National Council of Jewish Women (NCJW), juif. Cohen a tenté de dégager la contribution particulière de chacune de ces associations dans les politiques publiques, l'émergence d'un État-providence et l'émancipation féminine.

L'ouvrage se divise en cinq chapitres. Le premier traite de la philanthropie féminine et de l'élaboration d'un discours sur le *care*, soit le soin prodigué à autrui, d'emblée associé à la sphère féminine. C'est précisément à partir du *care* que s'articule l'idéologie maternaliste au fondement de l'action des trois associations à l'étude. L'auteure dresse, dans le second chapitre, le portrait de chacune des philanthropies féminines. Les trois chapitres suivants traitent chacun d'un domaine d'intervention publique de la YWCA, de la FNSJB et du NCJW: l'immigration, la santé publique et la famille.

L'ensemble du livre est l'occasion pour l'auteure de répondre à plusieurs critiques féministes qui dénoncent l'essentialisme du *care* et, plus globalement, du maternalisme. Elle soutient en effet que cette éthique a mené les philanthropies féminines à des avancées considérables

dans le domaine de la citoyenneté sociale et politique. Par exemple, on se sert de l'assignation des femmes à la sphère domestique pour revendiquer leur entrée dans la sphère publique. L'essentialisme a ainsi valeur de véritable stratégie politique. Cependant, cette «stratégie», à travers l'idéal du soin prodigué à autrui qu'elle met en branle, n'est pas sans impact normatif sur l'ensemble des femmes et leurs comportements.



L'auteure semble en réduire quelque peu la portée.

Chacun des chapitres contribue à sa manière à montrer de quelles façons ces associations féminines ont contribué à la professionnalisation des fonctions du *care*, les transformant en véritables métiers. Un domaine de travail salarié a ainsi été ouvert aux femmes, leur permettant de gagner en autonomie. Cohen minimise toutefois les critiques féministes qui considèrent qu'il y a maintien de la division sexuelle du travail malgré la percée des femmes hors de la sphère domestique. D'ailleurs, comme elle le note à la toute fin de sa conclusion, ces métiers du *care* sont non seulement associés à de faibles salaires, mais aussi à une bien mince reconnaissance, voire une dévalorisation, précisément parce qu'ils sont «féminins».

L'ouvrage de Cohen mène néanmoins à considérer la distance qui sépare le maternalisme d'une autre idéologie bien plus réfractaire à l'émancipation des femmes, celle du familialisme proposé tour à tour par

l'Église et l'État. Le familialisme d'Église réaffirme en effet la centralité de la mère catholique, réifiée en tant que socle sur lequel repose la famille canadienne-française. La dimension sociale de la maternité est entièrement passée sous silence. L'État, dans l'élaboration de ses premières politiques publiques familiales, fut plutôt amené à adopter un familialisme d'État, compromis entre la vision des philanthropies féminines et la posture de l'Église catholique.

Ainsi, les trois associations étudiées ont non seulement contribué à la moralisation de la société québécoise – par l'entremise de l'éthique du *care* –, mais aussi à sa démocratisation et à sa sécularisation en s'engageant dans des domaines qui étaient jusqu'alors de véritables chasses-gardées du clergé. L'ouvrage *Femmes philanthropes* participe ainsi de belle manière à l'entreprise de réécriture d'une histoire québécoise où les femmes sont enfin reconnues comme de véritables actrices de la vie politique et ce, dès le début du XX^e siècle, avant même l'obtention du suffrage féminin.

ANNE LÉTOURNEAU

LA VIE DÉPOUILLÉE

Bernard Émond

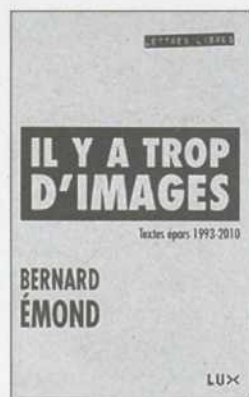
IL Y A TROP D'IMAGES.

TEXTES ÉPARS 1993-2010

Montréal, Lux, 2011, 124 p.

Le lectorat de *Relations* connaît bien Bernard Émond. Ce recueil de textes épars – vingt-quatre en tout dont les huit carnets signés dans *Relations* de septembre 2009 à août 2010 – sera l'occasion d'approfondir sa vision du cinéma comme art de l'invisible et sa critique sans merci de la société de spectacle et de consommation.

Bernard Émond sonne l'alarme. L'omniprésence et la surabondance



d'images dans la société – publicité, télévision, cinéma –, vécues comme anodines et allant de soi, en vient à nous faire perdre de vue le réel: «nos yeux sont déjà ouverts mais nous ne voyons rien» (p. 10). Ces images préfabriquées agissent comme un gigantesque écran qui émousse notre sensibilité à l'égard de la vie et nous voue à l'horizon plombé de la société marchande. Cela se fait sans heurt, sur le mode du divertissement. La distraction, si elle prend trop de place – et c'est le cas, car elle est devenue systémique – est une dangereuse échappatoire qui fait esquiver les questions du sens de la vie, tout en nous jetant dans la gueule de l'insignifiance. *Divertere* signifie «se séparer de. Ne pas accepter la responsabilité. Ne pas accepter de voir. Ne pas accepter d'être au monde» (p. 36).

À ceux qui l'accusent d'être pessimiste, Bernard Émond rétorque en citant un autre cinéaste, Roberto Rossellini: «Je ne suis pas pessimiste car voir le mal là où il se trouve tient à mon avis de l'optimisme.» De fait, il combat le cynisme ambiant – qui est une forme de démission devant l'intenable – et appelle à la résistance. Ce qu'il défend au fond, c'est une certaine idée d'humanité où s'entremêlent le tragique de la condition humaine et la responsabilité à l'égard du monde, la tendresse et le souci d'autrui, la liberté et la beauté. Or, ce qui prédomine dans la société actuelle tourne plutôt autour de l'amnésie, du narcissisme et des échanges marchands. Guère de place pour les dimensions symboliques de l'existence. Dès lors, une société qui ne se soucie plus de sa dette insolvable à l'égard de ceux qui l'ont précédée et lui ont légué le

monde, ni de son devoir envers ceux qui naissent, devient la proie facile de la démesure et du fantasme du progrès technique – «une implacable machine à désirer».

L'auteur nous rappelle que nous ne transformerons pas ce monde sans changer profondément, en même temps, notre regard sur lui. Le cinéma peut y contribuer. Comme tout art, il sait brouiller les repères et les évidences, bousculer les habitudes et les manières de voir convenues, laisser apparaître l'invisible et le silence qui enveloppent toute chose et tout être. Il apprend ainsi à voir, à porter notre attention sur ce qui nous échappe, pourtant si précieux, dans l'affairement et la distraction entretenus. Il est évidemment à mille lieues du cinéma hollywoodien!

Bernard Émond fait du cinéma en amoureux de la vie: il capte la simplicité, le dépouillement, la fragilité, les joies et la douleur de vivre, les petits gestes d'humanité qui traduisent une présence – ce quelque chose à saveur d'absolu. Nous ne serons donc pas étonnés de l'entendre, en fin de livre, professer son *credo*: «Il faut servir: voilà ma croyance la plus profonde» (p. 114).

JEAN-CLAUDE RAVET

LE PÈRE DE LA LOI 101

Jean-François Simard (dir.), avec la collaboration d'Yvon Leclerc
L'ŒUVRE DE CAMILLE LAURIN
 Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 235 p.

Si vous aimez les biographies romancées et les histoires d'alcôve, de grâce, ne lisez pas ce livre. Si même vous aimez les biographies tout court, mieux vaut aussi vous abstenir. Mais si l'œuvre politique de Camille Laurin vous intéresse, vous découvrirez un homme politique au vrai sens du terme, cette espèce à ce point menacée qu'on la croit désormais disparue.

Camille Laurin est né le 6 mai 1922. Il fut médecin, psychiatre, politicien, ministre du Développement culturel en 1977, pilote de la Charte de la langue française au Québec (loi 101), ministre de l'Éducation (1980-1984) et démissionnaire du gouvernement de René Lévesque, le 26 novembre 1984, pour s'opposer à la stratégie du «beau risque».

Nous savons que Lévesque ne s'est jamais relevé de l'échec du référendum et du rapatriement unilatéral de la Constitution après la «nuit des longs couteaux». Camille Laurin a respecté le chef et a pratiquement mis fin à sa carrière politique en 1984 en raison de son désaccord avec lui. En revoyant l'œuvre et la pensée du «doc Laurin», je me demande si, après 1981, au moment du lamentable «*renérendum*», il n'eût pas été préférable de remercier René Lévesque et de le remplacer par Camille Laurin. Mais on ne refait pas l'histoire!

Le livre propose d'abord un long texte de Jean-François Simard sur Laurin comme porteur d'innovation sociale. Ce qui en ressort, c'est l'analyse à la fois psychanalytique et politique que propose Laurin de notre histoire en tant que peuple colonisé. La colonisation est un fait extérieur à soi, politique, historique, mais aussi un événement intégré, intériorisé, assimilé. C'est cela que Laurin voulait mettre en évidence, pour nous sortir de notre colonisation psychique et sociale.

Le sociologue Guy Rocher livre un très bon article sur le Québec en tant qu'objet d'analyse. Suivent trois contributions sur l'œuvre politique de Laurin dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la science. Ami et collègue de Fernand Dumont, Laurin avait une conception extrêmement vaste de la culture et de son rapport au développement. Yvon Leclerc, qui a été son chef de cabinet, nous en fait une description fine et éclairante. Alain Bergeron montre comment





Laurin, prophète de la langue et de la culture, avait une compréhension profonde et très humaniste de la science. Pierre Lucier nous informe sur le passage de Laurin au ministère de l'Éducation, en 1980, et sur sa compréhension fondamentale des priorités en ce domaine. Fernand Daoust livre un plaidoyer émouvant sur le français comme langue nationale et langue de travail et sur l'apport des travailleurs dans ce domaine (c'est le peuple et non les intellectuels qui défendent la langue). Arthur Amiot signe un excellent article sur l'œuvre de Laurin en psychanalyse, en montrant qu'il n'y a pas de rupture entre le « psy » et l'homme politique. Pas un mot, malheureusement, sur le testament spirituel de Laurin.

Je suggère la lecture de ce livre aux membres du centre administratif du diocèse de Montréal, qui semblent préférer le bilinguisme et le libre-choix sous le motif du respect individuel, occultant ainsi la portée politique du geste. Je le recommande surtout aux hommes et aux femmes engagés en politique. Camille Laurin est un modèle de tolérance, d'écoute et de fermeté. Il a porté en silence le poids de la haine de tant de gens. Nous lui devons donc beaucoup et l'analyse de son œuvre politique nous aide à garder mémoire.

ANDRÉ BEAUCHAMP

AU SERVICE DU PEUPLE SALVADORIEN

Yves Carrier
MGR OSCAR A. ROMERO.
HISTOIRE D'UN PEUPLE.
DESTINÉE D'UN HOMME
Paris, Les Éditions du Cerf,
2010, 346 p.

La vie de M^{gr} Oscar Arnulfo Romero (1917-1980) n'a pas fini de donner à penser. Figure emblématique de l'histoire de l'Église latino-américaine, l'archevêque de San Salvador de



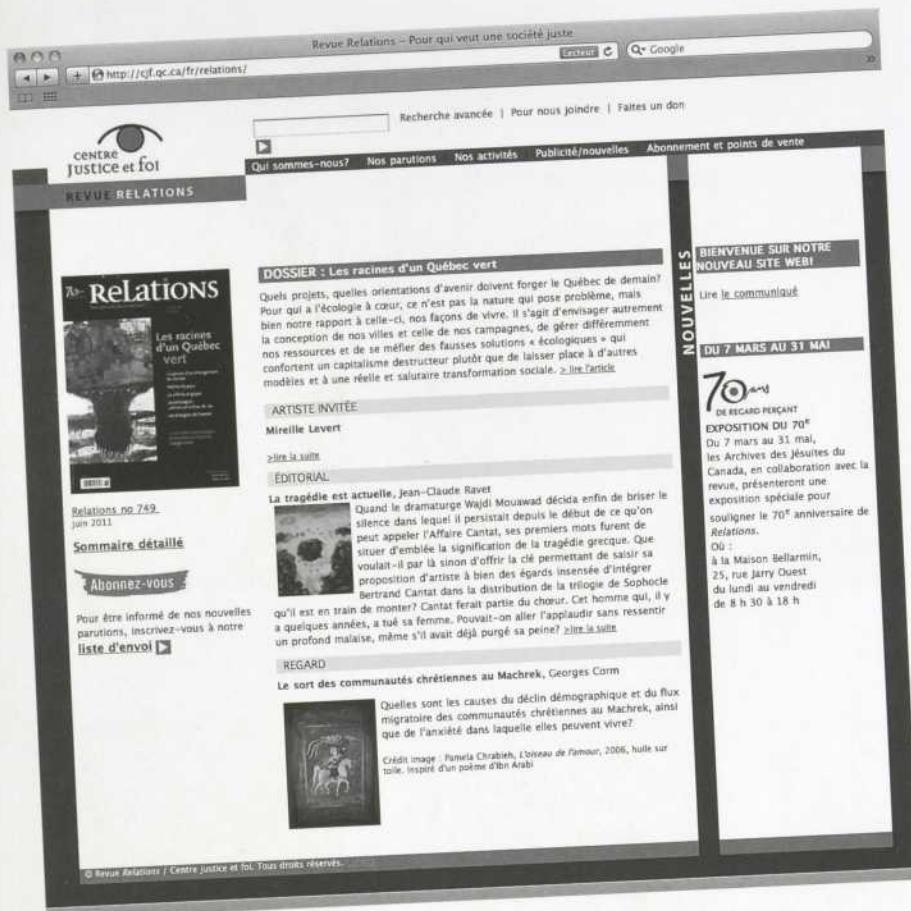
1977 à 1980 n'a cessé d'être interpellé par les classes populaires les plus pauvres, ce qui transforma radicalement sa manière de concevoir le rapport de l'Église au monde. Ce processus de conversion constitue la trame transversale de l'ouvrage d'Yves Carrier, dont la sortie soulignait le trentième anniversaire du martyr de M^{gr} Romero, assassiné en mars 1980. L'auteur, après avoir raconté l'histoire sociale et politique du peuple salvadorien depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours, suit le parcours de M^{gr} Romero dans lequel il distingue deux étapes successives : celle du pasteur « conservateur de la tradition » (p. 98) lié à l'Opus Dei et celle de l'archevêque de San Salvador au service du peuple.

Le parcours biographique de M^{gr} Romero ne peut se comprendre sans une référence constante au contexte social et politique du Salvador, mais aussi aux mouvements émancipatoires de l'Amérique centrale des années 1960 et 1970, inspirés par la révolution cubaine et ses conquêtes sociales. Ce parcours s'inscrit aussi dans le contexte plus large de la Guerre froide et de la lutte contre le communisme, dans lesquelles s'impliqua une partie importante de la hiérarchie catholique dans cette région du monde. Face aux régimes politiques oppressifs, M^{gr} Romero s'est engagé dans une véritable redéfinition de la mission ecclésiale, axée sur le service du peuple et des opprimés. Dans l'élan conciliaire de Vatican II, ses décisions ont marqué un changement dans la manière de concevoir l'agir social et ecclésial, puisqu'il voulait construire une « Église populaire, qui cherche à se définir à la base plutôt qu'au sommet » (p.157). Cela s'est

manifesté entre autres par l'engagement de l'archevêque dans la diffusion des communautés ecclésiales de base, qui constitue la clé de la transformation de l'Église salvadorienne. Cette initiative marquait aussi un changement dans la manière d'interpréter les Écritures, car il s'agissait de faire le lien entre la foi de la population et les projets d'émancipation sociale. Il faut souligner que ce processus a eu lieu après l'abandon de la messe en latin, signifiant que la Parole de Dieu devenait intelligible pour les peuples qui désiraient se l'approprier. Cela était aussi rendu possible à travers une « pastorale de masse » (p. 209) et les homélies de M^{gr} Romero, qui étaient retransmises sur les ondes de la radio, par laquelle il a été la voix des sans-voix. Cet approfondissement de la foi chrétienne en fonction de l'engagement populaire constitue le fondement de la théologie de la libération, dont M^{gr} Romero fut l'une des figures importantes en Amérique latine.

Au-delà du parcours biographique de M^{gr} Romero, ce livre est un hommage au peuple salvadorien, dévasté par l'intolérance politique pendant la période étudiée. L'ouvrage d'Yves Carrier comporte aussi une réflexion ecclésiologique importante, se construisant surtout dans l'examen des lettres pastorales de M^{gr} Romero. Même si ses analyses demanderaient parfois à être nuancées, elles possèdent la qualité de faire réfléchir le lecteur à des manières plus humaines de penser le rapport de l'Église au monde. Les discours et les pratiques de M^{gr} Romero ont inauguré une manière inédite d'être pasteur, en proposant une distance critique par rapport à l'ordre social, mais surtout en affirmant la primauté de la solidarité humaine dans le « comment » de l'agir chrétien.

SYLVAIN LAVOIE



DÉCOUVREZ LE NOUVEAU SITE WEB DE RELATIONS!

www.revuerelements.qc.ca

Réalisé avec le soutien financier de



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

Canada

**LE SITE DU CENTRE JUSTICE ET FOI
EST AUSSI ENTIÈREMENT RENOUVÉLÉ.**

Il vous attend au
www.cjf.qc.ca

**CENTRE
Justice et foi**

Au cœur des débats de société

**L'ÉVÉNEMENT CINÉMATOGRAPHIQUE DE 2011
DISPONIBLE SUR BLU-RAY ET DVD
DÈS LE 5 JUILLET**

«Remarquable! *Des Hommes et des Dieux* est un grand film, atteint par la grâce.»
Marc-André Lussier, La Presse

«Prenant et bouleversant! Une immense leçon
d'humanité et de don de soi.»
Sophie Durocher, Journal de Montréal

«Magnifique! Le plus beau film que j'ai vu
depuis un moment. Un film puissant,
émouvant, lumineux et mystérieux.»
Marc Cassivi, La Presse



LAMBERT WILSON MICHAEL LONSDALE

DES HOMMES ET DES DIEUX

UN FILM INSPIRÉ DE FAITS VÉCUS
RÉALISÉ PAR XAVIER BEAUVOIS



«Lumineux! Profond! Émouvant!»
Le Figaro

«Un instant de grâce!»
Paris Match

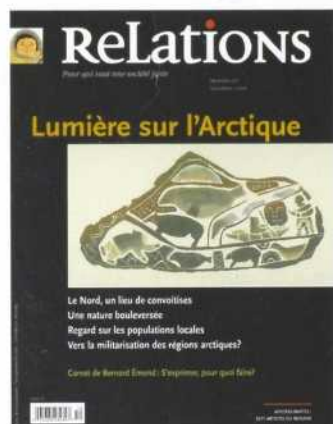
«Le film monte au ciel des chefs-d'œuvre.»
Le Parisien

WWW.DESHOMMESETDESIEUX.CA

WWW.METROPOLEFILMS.COM

métropole

Vous avez manqué un numéro?



737
LUMIÈRE SUR L'ARCTIQUE



738
LA BEAUTÉ DU MONDE



739
LE COMBAT
CONTRE L'IMPUNITÉ



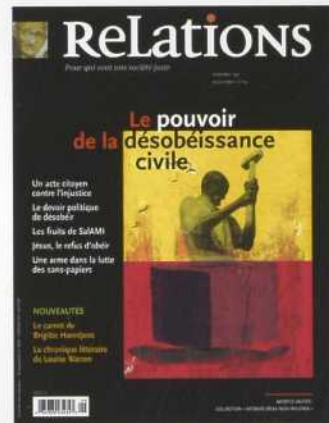
740
LA SOUVERAINETÉ
ET SES ANGLES MORTS



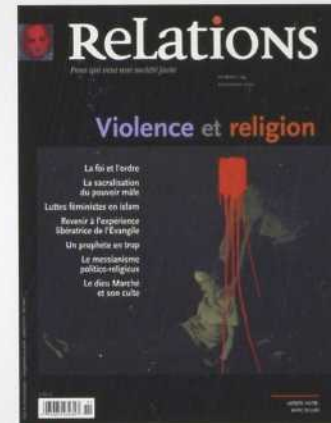
741
DES VOIES POUR
REINVENTER L'ÉCONOMIE



742
SILENCES



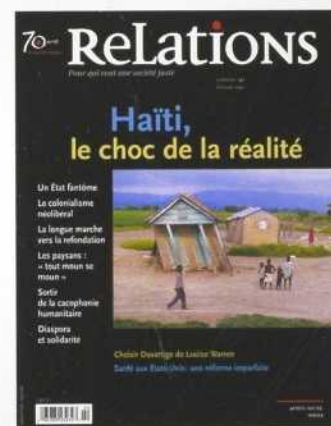
743
LE POUVOIR
DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE



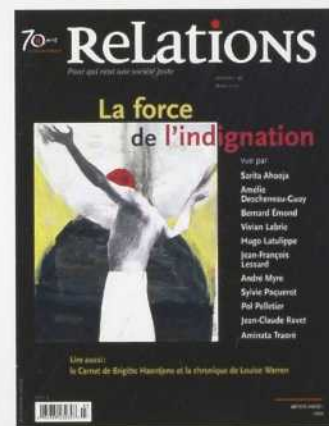
744
VIOLENCE ET RELIGION



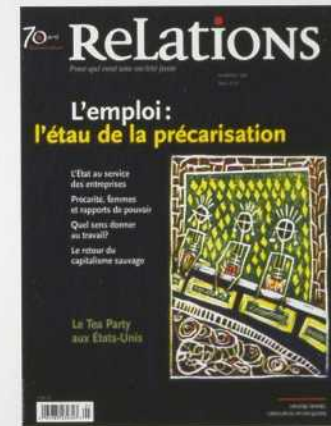
745
VIVRE À CRÉDIT



746
HAÏTI,
LE CHOC DE LA RÉALITÉ



747
LA FORCE
DE L'INDIGNATION



748
L'EMPLOI:
L'ÉTAU DE LA PRÉCARISATION

CHAQUE ANCIEN NUMÉRO EST OFFERT AU PRIX DE 3 \$.

514-387-2541 • relations@cjf.qc.ca • www.revuerelations.qc.ca